

Alingete Key marque 2024

L'article à la page 3.

THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

international

SINCE 1989

N°1625 | LUNDI 30 DÉCEMBRE 2024 | 20 PAGES €7 \$8

Scrutins réorganisés à Masimanimba

Des candidats malheureux paient des avocats

Lis s'en prennent désormais à la Commission Électorale Nationale Indépendante, devant la Cour Constitutionnelle à Kinshasa et

devant la Cour d'Appel à Bandundu Ville quand la centrale électorale nationale indépendante par son président Denis Kadima Kazadi, assure avoir amélioré son système de tra-

vail qui recourt désormais, par exemple, à la transmission électronique. Les candidats malheureux des scrutins réorganisés le 15 décembre 2024 ont engagé des avocats

qui recherchent le mieux payant. Certes, il y a parmi eux des plaisantins dont un inconnu qui assure avoir obtenu 12.500 voix contre celui qu'il accuse qui aurait obtenu 277 mais

si ces théâtraux que la politique ne saurait admettre atteignent incroyablement leur objectif, la CÉNI recevra un coup et le pays perdra de sa crédibilité. (Articles page 5 à la page 8).



LE SOFT INTERNATIONAL A ÉTÉ RÉPERTORIÉ À NEW YORK PAR LE QUOTIDIEN THE NEW YORK TIMES COMME UNIQUE NEWSPAPER EN ZONE AFRIQUE CENTRALE.

Pour le Congo, en 2025, parlons moins, agissons plus

Communiquer c'est souvent se taire mais agir en posant des actes d'adéquation. La leçon est connue dans les Universités du monde. Trop de communication tue la communication. Face au Rwanda, nous devrions (nous aurions dû) faire mieux : éviter de trop ouvrir la bouche mais agir avec efficacité. Encore qu'ouvrir trop souvent la bouche ce n'est pas toujours communiquer de manière adéquate. Se taire est souvent une meilleure posture à prendre. Question : pourquoi notre pays aime tant ouvrir la bouche? Alerter son entourage sur un danger qui pointe à sa porte ne manque pas de sens mais est-ce la première action à engager en l'espèce ou il faut au contraire chercher à neutraliser le danger? Ceux qui dirigent le monde savent, ils frappent. Et communiquent après. Les États-Unis en Irak face à Saddam Hussein exécuté par pendaison à Bagdad, le 30 décembre ; la Russie face à l'Ukraine désormais quasi détruite ; Israël face au mouvement palestinien Hamas qui voit tous ses chefs anéantis un

à un où qu'ils se trouvent dans le monde. Pareil pour le groupe islamiste chiite libanais Hezbollah. Les exemples sont légion. Pense-t-on que les Maîtres du monde pourraient avoir une autre perception des relations entre les États qui mettrait de côté la puissance? Si tel est le sens de la communication publique congolaise, c'est taper à côté. Rappelons ces mots du président français Emmanuel Macron prononcés les yeux dans les yeux, le 4 mars 2023, avec solennité, à Kinshasa, au Palais de la Nation, siège de la présidence de la République, face à son homologue congolais, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, devant la Nation, devant le monde, après des propos récusés d'un journaliste congolais, allant jusqu'à le ridiculiser : « Je suis pour la vérité, toute la vérité. Je suis prêt à ouvrir toutes les pages de l'Histoire. (...) Vous avez fait un raccourci qui n'a rien d'historique, ni de juste entre le rôle qu'a pu jouer la France dans cette page sombre dans la sous-région et la situation dramatique que j'ai évoquée, la deuxième guerre, avec les millions de morts, de votre pays, dont je rappelle la gravité. Donc, je récusé le raccourci que vous avez fait (...). Soyons clairs. Depuis 1994, plu-

sieurs pays de la sous-région - pas qu'un - sont entrés dans votre pays et plusieurs groupes rebelles y ont prospéré, captant d'ailleurs beaucoup de richesses, minières, économiques qui devraient revenir à votre pays. Depuis 1994 - et c'est pas la faute de la France, pardon de le dire dans des termes aussi crus - vous n'avez pas été capables (votre pays n'a pas été capable, ndlr) de restaurer la souveraineté, ni militaire, ni sécuritaire, ni administrative. Faut pas chercher des coupables à l'extérieur (...).

VOICI LA RECETTE ! Pense-t-on que ces paroles, qui datent de l'année dernière, soient sorties par hasard de la bouche du chef d'un pays membre permanent du Conseil de Sécurité des Nations Unies, connu pour celui qui rédige les résolutions des Nations Unies sur le Congo? Pense-t-on que ces paroles représentent le point de vue de la seule France, du seul président français, et qu'elles ne seraient pas partagées par d'autres puissances planétaires, par l'Afrique, par la sous-région? En fait, jamais à ce jour, ni la France, ni l'ONU, ni une quelconque puissance mondiale n'a condamné le Rwanda dans son agression au Congo. Le feront-ils un jour? Qui

sait? Mais quand, comment, pourquoi? Que de rapports rédigés par des commissions d'experts de l'ONU, distribués à New York sur cette invasion rwandaise. Qui les a lus? Qui en a tenu compte? Lettre morte! Nations Unies, «le Machin ô combien inutile et même dangereux», avait déjà constaté le Général de Gaulle. Ces Nations-Unies qui, depuis plus d'un demi-siècle, s'éternisent au Congo sans que nul ne sache quand elles s'en iront, et, dans quelles conditions... Sait-on que si Paris ne peut condamner Kigali, c'est suite aux relations étroites qui lient la France au Rwanda. L'alliance Paris-Kigali se situe dans nombre de secteurs. Entre les deux Capitales, il s'agit d'un partenariat stratégique. Au Mozambique, des soldats rwandais combattent des djihadistes qui empêchent l'émergence du gigantesque projet gazier de la multinationale française, TotalEnergies. Le Rwanda est pourvoyeur de troupes pour les Casques bleus des Nations Unies. L'armée rwandaise RDF est déployée en Centrafrique et au Mozambique dans le cadre d'opérations onusiennes sur le continent. Sait-on comment il est difficile de trouver un pays qui offre ses soldats pour aller combattre pour un autre pays, dans un

autre pays... Que faire face à cette agression rwandaise que Kinshasa qualifie de «barbare»? Une recette, une seule : arrêter de parler inutilement, arrêter de faire trop de bruit, arrêter «le théâtre de chez nous». Repenser la parole congolaise, structurer celle-ci. Mettre en place une équipe de stratèges politiques, militaires, sécuritaires de haut vol, composée de ceux qui savent, qui connaissent, qui maîtrisent la politique, l'armée, la sécurité, les Grandes Puissances, l'Afrique, les Grands lacs. Objectif : placer le Congo en capacité de restaurer aussi vite que possible la souveraineté militaire, sécuritaire, administrative. S'éloigner plus que jamais des apprentis qui agissent comme des petits enfants. Donner à ces stratèges un temps et des moyens de réflexion en vue de faire rebondir le Congo. La Russie l'a fait après la fin, le 25 décembre 1991, de l'URSS après la démission de Mikhaïl Gorbatchev. Le Front Patriotique Rwandais tutsi l'a fait après la mort de son chef Fred Rwigyema tué le 2 octobre 1990 dès le lendemain de la première offensive tutsie visant à renverser le pouvoir Hutu à Kigali. Cela s'appelle reculer pour mieux sauter. T. KIN-KIEY MULUMBA ■

Nangaa, cet énième Congolais de service

C'est la phrase clé léguée au Congo par Me Gérard Kamanda wa Kamanda, né le 10 décembre 1940 à Kikwit, au Kwilu, éteint le 21 janvier 2016 à Kinshasa.

Il fut, à Addis-Abeba, en Éthiopie, entre 1967 et 1972, directeur de cabinet du Secrétaire Général de l'OUA, Organisation de l'Unité Africaine (UA, Union Africaine), le Guinéen Diallo Telli, et, entre 1972 et 1978, Secrétaire Général Adjoint élu de l'OUA avant de regagner le pays et d'occuper plusieurs fonctions ministérielles (Vice-Premier ministre aux Affaires étrangères et à la Coopération internationale, VPM à l'Intérieur, VPM à la Justice, ministre de la Recherche scientifique et tech-



nologique), a usé d'une formule choc - « Congolais de service » - pour désigner Laurent-Désiré Kabila quand celui qui fit sa vie longtemps dans le maquis de l'Est, dans l'oubli, fut porté par le Rwanda et l'Ouganda à la tête de l'Afdl, Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo,



que Wikipédia décrit comme «une coalition de dissidents à Mobutu Sese Seko et de groupes ethniques minoritaires congolais qui, emmenés par Laurent-Désiré Kabila, mais en réalité orchestré et dirigé par le Rwanda, prirent le pouvoir au terme de la première guerre du Congo (1996-1997), tout en se rendant coupable de nombreuses exactions.



Bien que l'alliance ait réussi à évincer Mobutu du pouvoir, elle ne survécut pas aux tensions entre Kabila et ses anciens alliés, l'Ouganda et le Rwanda, ce qui amena au déclenchement de la deuxième guerre du Congo le 2 août 1998». Après la crise surgie entre Laurent-Désiré Kabila et ses mentors rwandais et ougandais et la fin de l'Afdl, Kigali construit en

1998, sur le même mode opératoire, une autre rébellion, le RCD, Rassemblement congolais pour la démocratie, né à Goma et porte à sa tête plusieurs personnalités congolaises de premier plan recrutées à Kinshasa et dans des pays de l'Est.

ÉNIÈME CONGOLAIS DE SERVICE. Cette rébellion compte dans ses rangs le professeur Ernest Wamba dia Wamba, l'ancien premier ministre Vincent de Paul Lunda Bululu, l'ancien fonctionnaire de l'Unesco Arthur Z'ahidi Ngoma, l'ancien ministre Alexis Thambwe Mwamba, Antipas Mbusa Nyamwisi, John Tibasima Bogemu, Émile Ilunga Kalambo, Adolphe Onusumba Yambo, Azarias Ruberwa

Manywa, Moïse Nyarugabo Muhizi Mugeyo, etc. Après le RCD qui participe au pouvoir à Kinshasa (régime 1+4 après le dialogue inter-congolais de Sun City), nouveau clash entre Kinshasa et Kigali. Et nouvelle guerre contre Kinshasa conduite cette fois par divers groupes rebelles, CNDD avec Laurent Nkunda Batware, Bosco Ntaganda-le Terminator, Sultani Makenga, Jean-Marie Runiga, le M23 avec un natif de Bukavu, Bertrand Bisimwa, puis, le récent acte, l'AFC, Alliance Fleuve Congo avec l'ancien président de la Commission Électorale Nationale Indépendant, Corneille Nangaa Yobeluo. Ce natif de l'Ituri est-il le énième «Congolais de service» qui subira le sort de nombre de

ses compatriotes passés à Kigali, utilisés à souhait par Kigali pour la vente de son image dans un monde interconnecté quand il exploite à souhait illégalement les mines de l'Est avant d'être lâchés car usés? Il est vrai que le régime rwandais n'a jamais eu le moindre état d'âme quand il s'agit de ses intérêts. L'échec du sommet de Luanda qui aurait réuni, le 15 décembre 2024, le Congolais Tshisekedi et le Rwandais Kagame autour de l'Angolais João Lourenço quand Kigali réclame auparavant un dialogue entre Kinshasa et le M23-AFC, laisse un espoir à Nangaa et à Bisimwa. Mais l'histoire n'a pas encore dit son dernier mot. Le Rwanda fera-t-il marcher ses soldats une énième fois jusqu'à Kinshasa? Réel doute. T. MATOTU ■

L'Homme de l'année

Jules Alingete Key, Inspecteur Général des Finances, Chef de Service

Il n'était connu de personne dans les médias au Congo, dans le monde, sa photo n'avait jamais existé nulle part sur Internet, jusqu'à ce jour, où le Soft International sentant qu'un homme existe, qu'il avance, fait avancer le pays dans la bonne direction, aidé par une connaissance, entreprend de le rencontrer quelque part à La Gombe, à Kinshasa, décide de lui consacrer un article à la Une, une texte prémonitoire.

À Kinshasa, dans le pays, dans le monde, ce texte au titre interrogateur - Qui est-il ? - qui ignore le nom, ce qui n'aurait attiré aucune attention dans la rue où le journal se vend, s'arrache, sur Internet, invite juste à lire, à découvrir. Le Soft International, éd. n°1497 | lundi 31 août 2020, crée Jules Alingete Key, l'Inspecteur Général des Finances-Chef de Service, le porte au pinacle. Dès mars 2020, peu après le retour du Président de la République Félix-Antoine Tshilombo, d'une tournée des voisins où il écoute et entend, Jules Alingete Key est reçu à la Cité de l'UA, où réside et travaille alors le Président qui venait juste d'être élu, proclamé, installé. Alingete convainc, le Chef de l'État le coopte, le nomme le 1er juillet par ordonnance présidentielle, le reçoit au moins



Jules Alingete Key, l'homme qui marque le Pouvoir de Félix Tshilombo, est l'Homme de l'année 2024. DR.

une fois la semaine pour s'enquérir des avancées dans la traque et la filature des chemins du coulage et de pillage des richesses du pays, l'invite à prendre part à des conseils des ministres où le grand flic tire à bout portant.

EN DANGER.

Depuis, Alingete fout trouille sur trouille à l'annonce de sa venue, sème panique et terreur chez les argentiers de la République, ministres, D-G, Gouverneurs après le passage de ses forces spéciales. Condisciple à l'Unikin en Sciences Éco de l'ancien Premier ministre Augustin Matata Ponyo Mapon qu'il connaît, avec lui, plusieurs autres membres des Gouvernements actuel et passés, il l'expose professionnellement dans l'immense dossier du Parc Agro-in-

dustriel de Bukanga Lonzo, l'un des dossiers que l'Histoire n'oubliera jamais. Qui n'a-t-il pas fait prendre par les Services et la justice? Qui n'a-t-il pas fait mettre en prison? Plus les semaines, les mois passent, plus le monde le découvre, l'invite, le couronne comme jamais personne. Dans l'édition n°1620 datée mardi 8 octobre 2024, un titre alerte en Une, «Alingete, un homme en danger». On y lit : «Alingete a-t-il pris de l'argent d'un fonds de l'État et mis dans sa poche? L'Inspecteur Général des Finances-Chef de Service est un homme et, comme tout homme, il a des faiblesses ; il peut être secoué par une tentation. Raisons cependant et, au Congo, il est possible de raisonner. Dans quelle opération, Jules Alingete

Key aurait détourné cet argent - des médias parlent de 30 millions de \$US - et comment cela se serait passé ? Il s'agit de fonds chinois, de la Société commune sino-congolaise SicoMines, Société en charge d'exploitation des gisements miniers, créée d'une part par des partenaires chinois, Groupement d'Entreprises Chinoises, GEC, et, de l'autre, par la partie congolaise, l'État représenté par la Gécamines SA. Le fameux «contrat du siècle», infrastructures routières et ferroviaires, érection d'une trentaine d'hôpitaux contre mines, l'accès privilégié aux ressources minières, particulièrement le cuivre et le cobalt. Comment le patron de l'Inspection Générale des Finances, IGF, a-t-il pris ces 30 millions de \$US? Des documents sont

brandis. Parmi ces documents, cinq correspondances authentifiées adressées par Jules Alingete Key au Directeur Général de la Société SicoMines S.A, à l'adresse ci-après : «avenue Mama Yemo, n°2432, Commune de Lubumbashi, à Lubumbashi/Haut-Katanga».

LA MAFFIA.

«Première correspondance datée du 02 février 2024, n°195/PR/IGF/IG-CS/JAK/NMM/2024. Objet : « Paiement des jetons de présence des membres de la Commission Plénière de la renégociation de la Convention du 22 avril 2008 ». Somme réclamée : \$US 9.700.000,00, \$US neuf millions sept cents mille. Deuxième correspondance datée du 02 février 2024, n°196/PR/IGF/IG-CS/JAK/NMM/2024. Objet : «paiement des jetons de présence de la Commission Plénière de la renégociation de la Convention du 22 avril 2008». Somme réclamée : \$US 5.810.000,00, \$US cinq millions huit cents dix mille. Troisième correspondance datée 08 mars 2024, n°0471/PR/IGF/IG-CS/JAK/NMM/2024. Objet : «paiement des jetons de présence de la Commission Plénière de la renégociation de la Convention du 22 avril 2008». Somme réclamée : \$US 4.000.000,00, \$US quatre millions. Puis deux courriers, un accusé de réception daté du 08 mai 2024, n°0975/PR/IGF/IG-CS/JAK/BCO/2024, une

confirmation de paiement en compte, datée du 08 mars 2024, n°0473/PR/IGF/IG-CS/JAK/NMM/2024). Retenons : toutes ces correspondances signées par l'Inspecteur Général des Finances-Chef de Service, Jules Alingete Key, adressées à «Monsieur le Directeur Général de la Société SicoMines S.A, avenue Mama Yemo, n°2432, Commune de Lubumbashi, à Lubumbashi/Haut-Katanga», sont sur du papier à en-tête IGF-CS, donc, des lettres officielles, avec «transmis copie» au Directeur de Cabinet du Chef de l'État, à Monsieur l'Inspecteur Général des Finances-Chef Adjoint, à Monsieur l'Inspecteur Général des Finances-Coordonnateur, à Monsieur le Directeur Général de l'Agence du Suivi des Projets Sino-congolais, tous à Kinshasa/Gombe. Total des sommes réclamées par ces correspondances : \$US 19.510.000,00 (\$US dix-neuf millions cinq cents dix mille). Que conclure? Si elle le pouvait, si elle en avait les moyens, la mafia financière qui sévit au Congo en serait venue à neutraliser Jules Alingete Key. Que de cabales montées ! Que de pièges tendus!» Le Soft International a collé à cet IGF-Chef de Service l'image d'un de ces juges italiens de la Mani pulite (mains propres), Giovanni Falcone ou Paolo Borsellino, ceux qui luttèrent contre la mafia, qui furent assassinés tout à tour par la mafia.

Retenons définitivement que Jules Alingete Key est un humain. Il a des forces et des faiblesses. Qui a dit qui a les mains propres n'a pas de mains ? Il est loin d'être un robot, qui n'a ni cœur, ni sang qui coule dans ses veines. Reste que ce qu'il réalise, et ce qu'il a réalisé depuis cinq ans qu'il est à la tête de l'IGF relève d'un génie. L'Histoire n'oublie rien. Le Président de la République n'a eu de cesse de lui rendre visite, de passer des heures avec lui, comme ce mardi 8 octobre 2024, jour de l'inauguration de l'immeuble, avenue des Forces Armées (ex-Haut Commandement) que cet Inspecteur Général des Finances-Chef de Service laissera à l'Histoire. Tout était possible. Tout était attendu. Le dégageage d'un homme. Vous avez beau vous embrasser aujourd'hui, impossible de prédire demain. La politique est dynamique. L'IGF-CS, on avait tout craint. Viendra, viendra pas à l'inauguration de l'immeuble sorti de terre, à la lisière de la Gombe? Et s'il venait, comment cela se passerait ? Le Président de la République est venu. Avec tout son cortège. Le Président a vu, a reconnu, y est resté quatre heures, y a partagé un repas. Le langage des signes qui annule celui de mots. Le couronnement attendu de Jules Alingete Key, l'Inspecteur Général des Finances-Chef de Service, l'homme de l'année 2024.

LE SOFT INTERNATIONAL ■

Résultats proclamés de Masimanimba

Des candidats malheureux engagent des avocats

Ils n'exposent plus désormais les candidats qui ont disposé des machines à voter à domicile, ont fraudé aux scrutins. Aujourd'hui, ceux qui ont fomenté des complots contre Masimanimba - ce qui remonte à l'époque de l'Indépendance en 1960 avec Kamitatu Massamba Cléophas dit Kwadros, phénomène qui n'a jamais cessé - et contre certaines personnalités de ce territoire, ceux qui se sont même opposés à la réorganisation des scrutins à Masimanimba, ont appelé à l'invalidation des personnalités citées comme ayant commis des fraudes aux élections tenues il y a un an, ont changé le fusil d'épaule. Pour l'essentiel, ils s'en prennent à la CÉNI, la Commission Électorale Nationale Indépendante, devant la Cour Constitutionnelle à Kinshasa ou devant la Cour d'Appel à Bandundu Ville quand la centrale électorale nationale indépendante via son président Denis Kadima Kazadi, assure avoir amélioré son système de travail qui recourt désormais, par exemple, à la transmission électronique. Ce qui n'est pas partagé par les candidats malheureux pour qui la CÉNI aurait au contraire mal fait son travail.

Les « conseils » de ces candidats - des avocats à la recherche des dossiers utiles, très payants - des briques de billets



L'ex-ministre et candidate malheureuse à la députation Antoinette Kipulu Kabenga. DR.

verts - ont désormais un mot magique à la bouche : « l'erreur matérielle ». Il s'agit en fait de ne pas trop énerver la Commission Électorale Nationale Indépendante. Ces avocats et ceux qu'ils défendent jouent ainsi au malin. « Non, ce n'est pas une faute. En fait, c'est juste une erreur matérielle... Il suffit de la corriger et l'affaire est entendue ». Parmi ceux qui ont déposé ces « recours en contestation », procédure légale prévue par l'article 73 de la loi électorale à porter devant la Cour Constitutionnelle quand il s'agit de scrutins nationaux, devant les Cours d'appel faisant office de Cours administratives d'Appel quand il s'agit de scrutins provinciaux, et en l'espèce, à Bandundu Ville, on cite généralement une ancienne ministre - qui a eu plusieurs ennus notamment dans l'affaire des fonds publics alloués à la

construction des centres de formation professionnelle disparus à l'époque où dirigeait le ministère de la Formation professionnelle et des Métiers.

INTERDITE DE QUITTER LE PAYS.

Il s'agit de Mme Antoinette Kipulu Kabenga, qui est membre du Regroupement politique AACRD, Action des Alliés de la Convention pour la République et la Démocratie de l'ancien président de l'Assemblée nationale, Christophe Mboso N'Kodia Pwanga, ancien vice-ministre à la Justice, aujourd'hui 2ème Vice-président de l'Assemblée nationale. C'est Christophe Mboso N'Kodia Pwanga qui a donné mandat à Kipulu Kabenga d'ester en justice. Représentée par ses avocats, Pacôme Mbala Kivunda (originaire de Masamuna, lui-même candidat malheureux à la députation nationale mais qui

a rallié Kipulu Kabenga Antoinette), Yvon Mingashang, Tshibangu Kalala, Elie Luketa Lumbaa, Jean-Paul Mwanza Kambongo, Grâce Ngoy Ilunga, Dany Bushabu Bushabu, etc., l'ancienne ministre à la Formation professionnelle et aux Métiers cite devant la Haute Cour deux Regroupements politiques. Il s'agit de l'AAAP, Alliance des Acteurs Attachés au Peuple, et son candidat, le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba Tryphon et de 4AC et son candidat, Me Donald Sindani Kandambu. Kipulu Kabenga justifie son recours en contestation devant la Haute Cour en ces termes : sa liste de Mboso N'Kodia Pwanga « venait en quatrième position en ordre décroissant de nombre de voix des listes utiles d'attribution des sièges compte tenu des voix obtenues, soit le total de 12.966 voix et sa candidate Antoinette Kipulu Kabenga, 12.343 voix ». Elle poursuit : « Ces

chiffres ne tombent nullement du ciel, mais découlent de l'arithmétique claire et démonstratif se présentant de la manière ci-après : les résultats partiels de la CÉNI tel qu'affichés au centre Bosolo et relayé en direct sur la chaîne jusqu'à 90% de dépouillements, reconnaissent à la seule candidature Kipulu Kabenga Antoinette de la liste du réquerant 9.063 voix, outre les voix de ses colistiers ; les voix que la CÉNI reconnaît au reste des colistiers de la liste du Requerant atteignent 623 voix ; le reste des voix de simplement 18 bureaux de vote découlant de 10% des résultats restants, après l'arrêt des publications partielles reconnaissent à la seule candidate Kipulu Kabenga Antoinette de la liste du Requerant 3.280 voix. Ainsi, en additionnant toutes ces voix, avec preuves, telles qu'obtenues par la liste du Requerant, il se dégage la somme de 12.966 voix, tout en pré-

cisant que ce n'est même pas les 100% des voix réellement obtenues par la liste du Requerant mais simplement celles dont les preuves matérielles ont été obtenues et versées au dossier de la Cour. Ces compilations mettent donc le requérant en ordre utile d'attribution de siège. Le positionnement se présenterait à titre comparatif, de la manière suivante : Kipulu Kabenga Antoinette (12.966 voix), Tryphon Kin-kiey Mulumba (12.752 voix), Sindani Kandambu Donald (10.080 voix) ». Et encore, écrit-elle : « Contre toute attente, la CÉNI a prétendu que la liste du requérant aurait 9.688 voix et sa candidate Kipulu Kabenga Antoinette, 9.065 voix. Ce qui n'est qu'une aberration sans nul fondement ». Du coup, « le requérant saisit la Cour Constitutionnelle principalement pour la correction de cette erreur matérielle en proclamant définitivement élue, la candidate du requérant Madame Kipulu Kabenga Antoinette ». Rappelons que dans le dossier de détournement de fonds publics, l'ex-ministre à la Formation Professionnelle et Métiers Antoinette Kipulu Kabenga qui avait commencé sa campagne tardivement après avoir été détournée à Kinshasa dans les locaux de l'ANR, l'Agence nationale de Renseignement, est poursuivie par l'Inspecteur Général des Finances-chef de service, Jules Alingete Key. Dans une correspondance datée du 16 octobre, adressée à la DGM, la Direction Générale des Migrations, l'ancienne ministre accusée de détournement présumé des fonds destinés à

la construction des centres de formation professionnelle dans les provinces du Kasai, Kasai-Central, Kasai-Oriental, Sankuru et Lomami, avait été interdite (et est toujours) interdite de quitter le territoire national. Ces fonds publics - évalués en plusieurs millions de \$US - avaient été débloqués par le Gouvernement Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge I et II. Selon le patron de l'IGF, l'ex-ministre de la Formation professionnelle et Métiers avait détourné cinq millions de \$US dont plus d'un million perçus auprès du comptable public de son cabinet sur base d'une décharge sans aucun raison valable - avaient servi à des fins personnelles. Dans sa correspondance du 16 octobre, Jules Alingete Key cherchait à s'appuyer sur les services de sécurité des frontières à travers dirigés par la Direction Générale des Migrations en écrivant notamment ce qui suit : « J'ai l'honneur de vous informer que l'enquête est en cours. Aucune réalisation sur terrain n'arrive à justifier le niveau d'exécution financière de ces différents projets. Il y a, par conséquent, de fortes présomptions de détournement de deniers publics ». Jules Alingete Key demandait que cette ex-ministre et certaines autres personnes citées dans le dossier soient placées en interdiction de quitter le territoire national pour qu'elles soient disponibles à toute interpellation de la part des services compétents. Reste à savoir quelle suite la Haute Cour donnera au recours en contestation de cette ancienne ministre et d'autres candidats malheureux.

ALUNGA MBUWA ■

Ne laissons pas des théâtres faire la politique

Ceux qui disent qu'ils ont peur de la politique ont raison. « Faut-il laisser des théâtres en politique ? Un candidat inconnu à Masimanimba m'attribue 277 voix et il s'octroie 12.599 (en écrivant et en se faisant enrôler à la Cour Constitutionnelle, ndr). Même mon pire ennemi - on en a tous - prendrait cet homme pour un plaisantin », écrit kkmtry@ sur son compte X, ex-Twitter. Certes, à vaincre sans périls, on triomphe sans gloire.

Quand dans son discours au Centre électoral Bosolo, à Kinshasa, quartier Kingabwa, lors de la cérémonie de proclamation des résultats des scrutins réorganisés le 15 décembre 2024 dans la circonscription de Masimanimba, province du Kwilu et dans celle de Yakoma, province du Nord-Ubangi, le président de la CÉNI, la Commission Électorale Nationale Indépendante, Denis Kadima Kazadi, déclare publiquement, solennellement, devant des personnalités politiques et de la société civile, devant des médias, en direct sur des chaînes de télévision et de radio nationales et internationales, que les services techniques de la CÉNI reçoivent et affichent en temps réel les résultats de ces scrutins, comme ils arrivent des bureaux et des centres de compilation des votes de ces deux circonscriptions que chaque Congolais, poursuit-il, peut voir et en vérifier l'authenticité dans ces bureaux et centres de compilation. En



Si la classe politique continue de se méfier de ce que la CÉNI déclare, il y a un problème de fond. DR.

d'autres mots, la CÉNI ne peut en aucune manière inventer des résultats, son nouveau système est conçu pour renforcer la crédibilité du travail qu'effectue la Commission Électorale Nationale Indépendante, etc. Alors, il faut logiquement être non pas un plaisantin, mais un théâtral pour oser contester devant la plus Haute Cour de Justice du pays, à savoir, la Cour Constitutionnelle et devant d'autres instances judiciaires, ces exploits technologiques de la CÉNI comme le fait un homme, illustre inconnu dans le territoire de Masimanimba qui, pince-sans-rire, ose écrire dans un texte incompréhensible de six pages, que le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba a obtenu 277 voix - oui, vous avez bien lu, 277 voix - quand lui, cet homme qui se fait nommer Abraham Kawata Lemba, du parti Nouvel Élan de l'ancien Premier ministre Adolphe

Muzitu Fumutshi, connu de personne - Le Soft International a posé la question à des leaders d'opinion - dit avoir obtenu 12.500 voix dans ces mêmes scrutins dans la circonscription de Masimanimba. « Au regard des procès-verbaux affichés dans les bureaux des votes ayant fonctionné dans la circonscription électorale de Masimanimba, les résultats affichés accordent au requérant, parti politique Nouvel Élan, un total de 12.500 voix alors que le regroupement politique AAAP affiche un total de 277 voix exprimées », écrit son conseil, Me Ndonji Bule Vasco.

LA TRANSPARENCE DES RÉSULTATS. Selon une dépêche officielle publiée par la Commission Électorale Nationale Indépendante, datée de samedi 21 décembre 2024, « le numéro un de la CÉNI (Denis Kadima Kazadi, ndr) s'est engagé de l'engagement

de son institution à publier les résultats de la manière la plus transparente possible et bureau de vote par bureau de vote ». « Cette approche, explique le président de la CÉNI Denis Kadima Kazadi, illustre que, pour nous, la transparence n'est pas un slogan, mais une réalité. Nous avons fait le choix de la transmission électronique des résultats, une innovation technologique en phase avec l'évolution de notre système électoral. Certains pourraient s'interroger sur la transparence de cette approche. Chaque bureau de vote a produit des procès-verbaux remis aux témoins des partis politiques, leur permettant de vérifier les résultats affichés et publiés par la CÉNI. De plus, ces résultats sont accessibles en ligne sur notre site Internet www.ceni.cd, offrant à chacun la possibilité de s'assurer de la crédibilité et de la transparence du

processus et aux candidats d'utiliser les procès-verbaux posés sur le site précité, afin d'appuyer leur thèse au moment du contentieux électoral devant la justice ». La dépêche officielle de la CÉNI de poursuivre : « Denis Kadima Kazadi a déclaré qu'une analyse détaillée révèle des changements intéressants. Les données montrent que les candidats qui avaient auparavant réalisé des scores très élevés, n'ont atteint que la moitié de leurs performances passées. De plus, l'ordre d'arrivée a été considérablement modifié, reflétant un réel changement dans les préférences des électeurs (...). Ces résultats prouvent que la reprise des scrutins n'était pas une formalité, mais une démarche essentielle pour garantir une compétition équitable et traduire de manière fidèle la volonté actuelle de notre électeur ». Puis : « Par ailleurs, nos experts infor-

matiques ont déjoué 6.377 incidents de sécurité informatique, visant à pénétrer nos erreurs et perturber les résultats des élections. Les objectifs des pirates étaient clairs : compromettre nos données électorales et perturber la compilation des résultats. Nous tenons à rassurer que toutes ces attaques ont été détectées à temps et contenues grâce à la vigilance de nos équipes et à l'efficacité des dispositifs de sécurité que nous avons mis en place. Les données électorales sont saines, fiables et prêtes à être publiées avec la plus grande transparence ». Et : « Le Président de la CÉNI a rappelé que l'organisation des élections n'est pas uniquement l'affaire de la Centrale électorale mais de plusieurs acteurs dont le gouvernement à qui il a adressé ses vifs remerciements pour le financement, la construction et la maintenance des

infrastructures essentielles (routes, ports, aéroports, gares, etc.). Sans omettre les forces de sécurité et les agents territoriaux dont l'implication rapide et efficace a garanti la stabilité pendant le processus, les écoles et les enseignants. Exprimant la gratitude de son institution à l'endroit notamment de l'électorat de ces deux circonscriptions électorales pour leur engagement civique exemplaire ». « Ces élections sont également le fruit des efforts conjugués de toutes les parties prenantes : les partis politiques dont nous saluons l'attitude globalement responsable adoptée aussi bien lors de la campagne électorale que de l'opération proprement dite. Votre contribution est essentielle à l'édification d'une culture politique démocratique qui repose sur l'acceptation aussi bien de la victoire que de la défaite. Nous appelons chaque parti ou regroupement politique et chaque candidat à faire preuve de maturité en célébrant la victoire avec fair-play. A ceux qui n'ont pas réussi cette fois-ci, nous disons que ce n'est pas la fin du monde et leur demandons de mieux se préparer pour les futures échéances ». Suite à « ce recours en contestation » de l'individu porté par l'ex-Premier ministre Adolphe Muzitu Fumutshi, le PA, le Parti pour l'Action a rendu public, vendredi 27 décembre 2024, un communiqué dans lequel le parti né à Masimanimba et c'est dont le fief, a déclaré, le moins que l'on puisse dire, surpris par ce texte. Ce communiqué du PA, parti membre (Suite en page 6).

Où et pourquoi Muzitu a recruté Abraham Mawata à Masi

(Suite de la page 5).

du Regroupement politique l'AAAP, l'Alliance des Acteurs Alliés au Peuple, a ajouté : « Il faut s'attendre à ce que les cours et tribunaux jettent dans les poubelles certains de ces farfelus « recours en contestation ». Il est grand temps de réviser voire de changer nos lois. Il y a du respect du Congo, ce pays ». Ci-après :

COMMUNIQUÉ DU PARTI POUR L'ACTION, MEMBRE DU REGROUPEMENT POLITIQUE AAAP, ALLIANCE DES ACTEURS ALLIÉS AU PEUPLE.

C'est un homme connu au Congo, un ancien opposant politique, un ancien ministre du Budget, un ancien Premier ministre du Congo-RDC, aujourd'hui député actuel. En 2006, lors des premières élections ouvertes organisées au Congo, il échoue aux scrutins. Il s'était présenté à Kinshasa, la capitale, ville qui semblait être, à ses yeux, le bastion de son parti, le PALU, Parti Lumumbiste Unifié. Au cycle électoral suivant, il déserte Kinshasa mais nul ne le voit dans sa circonscription naturelle dont il est originaire, Gungu, autre bastion de son parti. On comprend : Gungu est composé du peuplé Pende, non de Kwese, petite ethnie dont Muzitu est issu que l'on trouve dans cinq localités, Gungu, Kasanza, Mwandu, Kilombo, Kingandu. Muzitu va plutôt à Kikwit, ville sociologiquement Mbala, où l'ancien ministre PALU du Budget, l'ancien Premier ministre PALU se paie, contre des millions de \$US, un siège. Avec ces millions de \$US amassés au Budget et à la Primature qui énerve l'ancien Président Joseph Kabila, Adolphe Muzitu Fumunji



L'ex-Premier ministre Adolphe Muzitu déteste-t-il à ce point le territoire de Masimanimba ? DR.

choisit de se présenter dans l'illégalité totale à la Présidentielle mais est chassé de son parti PALU. La Centrale électorale fait de même, elle l'invalide. Muzitu est aux abois. On le trouve à Genève aux côtés de l'opposant Moise Katumbi Chapwe et d'un autre, Martin Fayulu Madidi qui créent la coalition Lamuka et adoube la candidature de celui que cet ancien Premier ministre appelle « mon frère de sang », pour mieux le séduire. On voit les deux hommes se promener des mois durant bras dessus, bras dessous, porter tous les deux une chemise de même couleur, la couleur blanche. Mais Muzitu est vite chassé de Lamuka et, dans l'instant d'après, il couvre d'injures et fait couvrir d'injures Martin Fayulu Madidi comme il a couvert longtemps d'injures et a fait couvrir longtemps d'injures le Président de la République Félix-Antoine-Tshilombo dont il disait que celui-ci ne ferait jamais venir un investisseur de l'étranger. Depuis, Muzitu a fait un énième demi-tour. Il cherche à dîner avec le Chef de l'État dont il épouse désormais la vision, à commencer par celle du changement de la Constitution du pays.

En fait, l'ancien opposant fait désormais partie du présidium de l'Union Sacrée et cherche à acheter des députés ! En janvier 2018, l'ex-ministre du Budget, l'ex-Premier ministre, l'ex-PALU, l'ex-Lamuka, l'opposant Muzitu attribue au Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba des milliers de vaches suspectes d'une race inconnue à l'ouest venues du Rwanda, « avec des armes de guerre », semble-t-il, présentes sur le territoire de Masimanimba mais Muzitu est introuvable sur le chemin quand, en février de la même année, le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba parcourt le territoire de Masimanimba, en compagnie d'une marée de journalistes de Kinshasa, cherchant un individu qui lui montrerait où il aurait placé la moindre petite vache. Muzitu a plutôt choisi de se taire dans tous les dialectes même en Kikweso. Comment expliquer un comportement aussi bas de la part d'un ancien Premier ministre, successeur par accident de l'un de ses mentors qu'il a renié. Lui, Muzitu, membre de la petite ethnie Kwese à Gungu mais qui curieusement s'autoproclame leader dans un pays où l'appartenance sociologique fonde, fait exister, lui qui

a porté, des années durant, la mallette de son « frère de sang » Fayulu ? Désormais isolé politiquement, anéanti financièrement, Muzitu n'a qu'un choix pour ne pas totalement disparaître sur la scène : poursuivre la haine que le territoire de Masimanimba. Juste deux faits qui en disent long. Alors Premier ministre de Kabila, à la tête d'une suite de véhicules 4x4, Muzitu déboule sur la nationale n° 1 qui conduit vers Kikwit, en passant par Masimanimba, s'arrête sur le pont jeté sur la rivière Maï-Ndombe, là où son véhicule de manioc s'est jeté dans la rivière et a disparu faisant des morts. Après s'être convaincu que son véhicule est perdu à jamais et qu'il a emporté des personnes dans sa chute, qu'aucun miracle ne se produira, Muzitu s'adresse au seul survivant de ce tragique accident très mal en point mais l'abandonne aussitôt sur le pont quand il apprend que ce jeune est originaire de Masimanimba ! Un autre anecdote : son ministre des Finances, Augustin Matata Ponyon Mapon, lui parle de la province du Kwilu. Il veut « le réconcilier avec un poids lourd du Kwilu », un originaire de Masimanimba, le

Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba que le ministre des Finances présente comme « un brillant cerveau qui pourrait aider le Gouvernement ». Réponse directe et inattendue du Premier ministre : « Vous savez, Monsieur le ministre, cela ne sert à rien... Cela remonte à bien loin... On n'y arrivera pas ». Tout est clair. À la tête d'une coalition anti-Masimanimba, où il multiplie des complots pour effacer le territoire de Masimanimba longtemps présenté comme le Quartier Latin, pour ses brillantes écoles jésuites et jésuites, Muzitu vient de poser un acte surprenant acte qui le marquera à jamais : il a utilisé un jeune homme inconnu à Masimanimba pour contester devant la Cour Constitutionnelle le double triomphe du Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba aux élections du 15 décembre 2024, le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba surnommé par la population Yha Khala, Bakala ya Ngolo et désormais Bohica, du nom de l'invincible boxeur américain Yuri Bohica ! Le très rare vainqueur aux élections à la fois à la députation nationale et à la députation provinciale, assis sociologiquement sur cinq des dix secteurs que

compte Masimanimba, de par son père et sa mère, de par ses deux dialectes, Mbala et Yansi majoritaires dans la contrée, qui compte d'importantes réalisations sur Masimanimba voire au Kwilu qu'aucun des politiciens du Kwilu n'a réalisés - entendez bien, aucun -, qui n'a jamais été Premier ministre de ce pays, qui a été systématiquement élu député, dont aux scrutins de 2006 comme Candidat indépendant quand tous prétendaient qu'aucun candidat indépendant n'avait la moindre chance d'être élu député, a dirigé certainement le plus grand groupe parlementaire de l'époque composé de personnalités clé, le GPI, Groupe Parlementaire des Indépendants avec comme membres Athanase Matenda Kyelu, Modeste Bahati Lukwebo, Banza Mukalayi Nsungu, Alexis Thambwe Mwamba, Mboso N'kodia Pwanga, etc. Cet homme de Masimanimba que personne ne connaît, que personne n'a vu nulle part, quand Tryphon Kin-kiey Mulumba réunissait des milliers de personnes à chacun de ses meetings, dans chacun des centres et villages, se faisait partout porter en tipoy, en refusant parfois, ose dire que Tryphon Kin-kiey Mulumba

a obtenu 277 voix - vous avez bien lu 277 - aux scrutins du 15 décembre 2024 quand l'inconnu dit avoir réalisé 12.500 voix ! Faisons-nous du théâtre en politique ? Cet homme peut-il oser brandir la moindre preuve qui justifie ses écrits ? La politique est-elle donc devenue du « théâtre de chez nous » ? Désormais, ce n'est pas le départ du camp Kabila dont Tryphon Kin-kiey Mulumba a été le premier à anticiper la défaite et le chaos, ni le ralliement du Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba au camp Tshisekedi, ni la présence des machines à voter que des Satans auraient trouvées à son domicile que nul ne sait qui et pourquoi les lui aurait-on livrées, ni un coup porté sur un agent de police ou de la CÉNI qui vaut cette haine portée contre au Professeur Kin-kiey Mulumba mais son double exploit qui fait de lui un « Double Brassard » qui neutralise et désoriente ses ennemis et les ennemis du territoire de Masimanimba. Quand la CÉNI affiche en direct à la télé les résultats qui tombent au compte goutte de ses bureaux au sein desquels nul n'a placé un plaisantin mais qui sont des fonctionnaires venus de la centrale à Kinshasa, il faut être fou pour contester ces chiffres en s'y méprenant comme Muzitu et son candidat Élan. Il faut s'attendre à ce que les cours et tribunaux jettent dans les poubelles certains de ces farfelus « recours en contestation. Si la classe politique continue de se méfier de ce que la CÉNI déclare, il y a un problème de fond Reste qu'il est grand temps de réviser voire de changer nos lois. Il y a du respect du Congo, ce pays, notre pays ».

Kinshasa,
vendredi 27
décembre 2024,

Le complot d'effacement de Masimanimba déjoué

À Masi - cordiale abréviation de Masimanimba comme l'est Kin pour Kinshasa - il n'existe aucun doute. La population est convaincue comme jamais.

« Le territoire a été au centre d'un complot d'effacement politique avec au cœur ceux qui détestent ce territoire jadis surnommé Quartier Latin pour ses écoles catholiques de grande qualité dirigées par des frères jésuites et des pères jésuites, qui ont formé tant de générations », déclare @kkmtry, le seul à avoir été élu député national en 2006 alors qu'il était candidat indépendant quand le pays entendait dire dans des médias qu'aucun candidat député ne relevait d'une liste de parti politique qui pouvait accepter plusieurs candidats, n'avait la moindre chance d'être élu. Le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba qui a fini par créer, l'année suivante, un parti politique, le PA, le Parti pour l'Action, annoncé depuis la cité de Masimanimba, qui n'a jamais quitté son fief, quand certains l'ont fait, n'a jamais changé de circonscription électorale quand d'autres l'ont fait, a, depuis, été élu, réélu, ... réélu. Jusqu'à ses derniers soucis lorsqu'il



Surnommé Boyka, Tryphon Kin-kiey Mulumba porté en tipoy dans un centre de Mokamo. DR.

décide de se porter candidat à l'élection présidentielle et dépose son dossier le 7 août 2018, convaincu de l'échec politique du camp Kabila.

MASI ET SES PROBLÈMES.

Ce qui arriva puisque le dauphin de l'ancien président, Emmanuel Ramazani Shadary, annoncé le 8 août 2018, le jour de clôture du dépôt des dossiers de candidature, arrivé troisième, avec 23,87% des voix exprimées (4.357.359) contre 38,57% (7.051.013) pour le candidat Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo que suivait le candidat Martin Fayulu Madidi, 34,83% (6.366.732), selon les résultats officiels proclamés par la Commission Électorale Nationale Indépendante, CÉNI. Mais les ennuis de Masimanimba ont commencé dès

l'Indépendance du Congo, dans les années 60.

Originaire de ce territoire où il est né au chef-lieu, Cléophas Kamitatu Masamba dit Kwadros, se fit à ce point admirer pour sa pertinence à la conférence de la table ronde à Bruxelles, fit ensuite pleurer ses adversaires notamment lorsqu'il parvint à décrocher le poste tant convoité de Gouverneur de la province de Léopoldville (comprenant l'actuelle Kinshasa autrefois Léopoldville, la province du Kongo Central, celle du Kwango, du Kwilu) qu'il se fit haïr cordialement par tous.

Quand en 1963, le pays passe à 26 provinces en plus de la capitale, Masimanimba se trouvait naturellement côté Kwango mais les leaders de cette partie du pays, opposés au

leadership de Cléophas Kamitatu, firent obstruction.

« Voilà comment nous sommes arrivés au Kwilu. Ne sommes-nous pas contents dans notre province du Kwilu », s'interroge sans cesse dans ses meetings le professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba. La réponse est oui.

« Nous sommes contents ». Il n'empêche ! Rien ne s'est vraiment totalement accordé dans le Kwilu. À l'origine, toujours « le Vieux Kwadros ». Si, au PSA, Parti Solidaire Africain, Cléophas Kamitatu Masamba est président provincial - Antoine Gizenga Fundji est président national. Mais ce Pende, originaire de Gungu, enseignant à l'Athénée de Kalina, à Léopoldville, n'avait jamais en réalité fait le déplacement du Grand Bandundu où Kamitatu dit avoir

fait élire des députés PSA. Du coup, pour se faire valoir politiquement, Kamitatu réclame, du fait de ses députés, le poste de gouverneur de Léopoldville attribué au PSA, poste que Gizenga revendique au titre de Président national du PSA. Voyant l'un de ses proches ne plus jamais désormais exister politiquement, le premier Patrice-Émery Lumumba bouscule le protocole. Il offre à Gizenga le poste de Vice-premier ministre mais sans portefeuille que celui-ci occupe de 1960 et 1961. Un poste pour inaugurer les chrysanthèmes. Et Gizenga se rapproche davantage du parti lumumbiste MNC-Lumumba, scindé plus tard en plusieurs MNL, dont une aile, le MNL/Bocheley avec Gizenga, Pauline Lumumba, Pierre Mulele, André

Lubaya.

Arrêté et mis en prison à Bula-Mbemba, pour avoir créé son gouvernement à Stanleyville (l'actuelle Kisangani) reconnu par 21 pays d'Afrique, d'Asie et d'Europe de l'Est, Gizenga fonde plus tard le PALU, Parti Lumumbiste Unifié très critiqué par d'autres lumumbistes... Les ennuis avec Mobutu après l'assassinat de Lumumba constituent une menace pour les lumumbistes que Mobutu fait exécuter vivants. Cas de Pierre Mulele qui avait été ministre de l'Éducation nationale dans le gouvernement Lumumba, a pris la tête d'une rébellion dans le Kwilu, à Gungu et Idiofa, en exécutant en masse des intellectuels, des prêtres catholiques et le chef d'état-major général de l'armée de Mobutu piégé. À la suite de l'oppo-

sition de Kamitatu, cette rébellion muleliste qui finit par occuper des espaces entiers du pays notamment dans la province de Grande Orientale, voulut avancer vers Masimanimba pour aller prendre Léopoldville mais n'y parvint guère. A-t-il été bloqué par une campagne anti-rébellion à Masimanimba ? Mulele réussit cependant à prendre le territoire de Bulungu, voisin de Masimanimba. Sentant son échec - Mobutu soutenu par la Belgique et les États-Unis qui veulent contrer l'avancée en Afrique de l'idéologie communiste chinoise - Mulele n'a qu'un choix : prendre une pirogue sur la rivière Kwilu, rejoindre les communistes au pouvoir à Brazzaville, mais se laisse séduire par Mobutu qui lui promet l'amnistie avant de le faire torturer publiquement le jour même de son retour au pays. «Jusqu'à la mort, lui faisant arracher les yeux, les oreilles, le nez et les parties génitales, ses membres amputés un à un alors qu'il était toujours vivant. Son corps jeté dans le fleuve Congo. Dix ans plus tard, Joseph-Désiré Mobutu ordonne que la mère de Mulele soit tuée à son tour, la fait tuer avec l'un des fils de Pierre Mulele», écrit Wikipédia. Resté proche de Mobutu même s'il use de sa liberté de (Suite en page 8).

Tentative d'effacement avortée Masimanimba se remet en selle

(Suite de la page 7).

parole notamment par des livres, Kamitatu inspire-t-il les traitements infligés par Mobutu à Gizen-ga et aux lumumbistes? Ceux-ci en sont convaincus... Même s'il n'y a jamais eu d'affrontements directs, les ennus de Kamitatu et de Masimanimba dans l'espace Grand Bandundu, n'ont jamais cessé.

VÎNT LE CACH. Mais l'accord électoral CACH, Cap pour le Changement, signé le 2 décembre 2018 entre trois candidats Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo (Centre du pays), Vital Kamerhe Lwa-Kanyinginyi Nkingi (Est) et Tryphon Kin-kiey Mulumba (Ouest) à l'issue duquel ces deux derniers candidats se désistent en faveur du premier, faisant de Tryphon Kin-kiey Mulumba un partenaire clé dans le Grand Bandundu où il fut directeur de campagne du Candidat Tshisekedi, fut la goutte d'eau qui fit déborder le vase. Des leaders de l'espace Grand Bandundu rêvaient de succéder à Kabila en se voyant au dauphinat. D'où le sort scellé de Kin-kiey aux Législatives de 2018.

Le spectacle le jour de la proclamation des résultats en dit long. La liste de Masi est oubliée quand le bureau de la CÉNI lève la séance. Rappelé avec force par la salle ahurie, qui crie «Masimanimba, Professeur Kin-kiey, Masimanimba, Professeur Kin-kiey», le président de la CÉNI Corneille Nangaa Yobeluo regagne sa place, tout son bureau fait de même. Nangaa jette un regard interrogateur en direction de son deuxième vice-président, le très puissant Léonard Kantintima Basengezi qui



Le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba affublé de tous les noms (Yha Khala, Bakala ya Ngolo, Ngulungu Shidu Muneni et désormais Boyka) lors de l'un de ses meetings tenus à sa résidence à la cité de Masimanimba. DR.

arrache un bout de papier de son bloc-notes, écrit à la main les noms des députés de Masimanimba, la remet à Nangaa qui y jette un coup d'œil, fait un sourire, remet le morceau de papier au membre de la plénière de la CÉNI, Élodie Nzamazinda W'igulu, qui donne lecture. Tout ça devant une salle stupéfaite, en direct à la télévision. Il n'existe point de crime parfait ! Le malheur de Masimanimba va encore s'aggraver quand, lors de la campagne électorale de 2024, au cours d'un de ses rares meetings de campagne pour sa réélection dans le Grand Bandundu, le président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, d'entrée de jeu, face à la Nation, face au monde, a ces mots : « Kwilu, Masimanimba, lon-

gonya. Bokotisi ngayi nyongo monene. Masimanimba, Nakeyi na Congo mobimba, namoni mobilisation ya boyete... » (félicitations au Kwilu, à Masimanimba. Vous venez de me faire contracter une grosse dette. Je n'ai vu aucune mobilisation pareille partout où je suis passé dans le pays...). Tous voient dans ces propos un sentiment de reconnaissance à un homme, une promesse faite au territoire, une remontée en puissance de Masi. «Masi, avec le partenaire du Président, va décrocher un gros poste. Kin-kiey est le prochain Premier ministre ou le prochain président de l'Assemblée nationale... », confie-t-on dans tous les cercles politiques. Du coup, les ennemis de Masi entrent en action,

portés par des fils et filles égarés de Masi, font circuler des billets verts pour noircir Masi, font rédiger des «dossiers» distribués dans des salles en vue d'empêcher la circonscription d'exister politiquement. Le complot! Résultat : depuis un an, Masi n'a existé nulle part, n'est représenté nulle part. Ni à l'Assemblée nationale, ni au Sénat. La force de frappe de Masi, a cependant réussi à neutraliser à Bandundu Ville, contre vents et marées, et l'Assemblée provinciale et le Gouvernement provincial. Questions de Kin-kiey posées à répétition dans ses meetings : « Oui, la circonscription de Masimanimba a vu des fraudes massives. C'est la population elle-même qui les a vues en ce

moment au monde où il n'existe point de secret, et les a mises en lumière, images et vidéos à l'appui. Mais ces fraudes massives que j'ai dénoncées avec force et que j'ai été le seul à dénoncer publiquement, ont-elles été plus massives qu'ailleurs dans le pays ? Le jour de l'annonce de ces fraudes, la CÉNI, en publiant la liste de Masimanimba dont elle a annulé les scrutins, et a publié la liste de ces fraudeurs, avait annoncé la publication dès le lendemain d'autres listes. Pourquoi n'ont-elles jamais été publiées ? Pourquoi s'en est-on arrêté à Masimanimba ? Pourquoi mon nom a été glissé et par qui sur cette liste de honte, moi qui avais voté au centre de Saka, en pleine journée, avec deux de mes enfants arrivés

la veille d'Europe avant de repartir à la maison, à Masimanimba ? » Dans une église catholique, de Masicité, à la fin de la messe célébrée par un abbé curé, le doigt en l'air, le regard tourné vers l'abbé, Tryphon Kin-kiey Mulumba jure : «Seigneur Dieu, Roi du Ciel et de la Terre, toi Maître des Temps et des Circonstances, si moi, Tryphon Kin-kiey Mulumba, j'ai touché à une machine à voter, si moi, Tryphon Kin-kiey Mulumba, ai tenu des propos quelconques à un agent de police, à un agent de la CÉNI, si l'un de mes proches a touché une machine à voter, s'est mal comporté face à un agent de police ou de la CÉNI, Seigneur Dieu, Roi du Ciel et de la Terre, ôtes-moi la vie à cet instant... ». Reste que jamais depuis le début en 2006 des cycles électoraux, Tryphon Kin-kiey Mulumba affublé par la contrée de tous les surnoms, Yha Khala (Grand Crabe), Bakala ya Ngolo (Homme Fort), Ngulungu Shidu Muneni (la Grande bête de savane qui nourrit la contrée) et désormais Bohica (l'invincible boxeur Yuri Bohica), n'a recommandé une personne à un centre de vote, à un bureau de vote, à la centrale de la CÉNI. Reste que jamais Tryphon Kin-kiey Mulumba

n'avait battu à ce jour une telle campagne de proximité alors qu'il avait toujours été systématiquement élu. Mercredi 18 décembre, deux jours après la clôture des scrutins, les résultats provisoires des élections législatives nationales et provinciales reprises dimanche 15 décembre 2024, tombent. Yha Khala, Bakala ya Ngolo, Ngulungu Shidu Muneni, Bohica, Tryphon Kin-kiey Mulumba, arrache deux mandats, aux Nationales, 10.600 voix et aux provinciales. Il est, en réalité, le seul, hormis un autre, Donald Sindani Kandambu, 8.800 voix, à réaliser un tel tour de force dans un contexte, écrit-il sur son compte @kkmtry sur X ex-Twitter, où il a fait face à des puissances financières, politiques et diaboliques». Certes, ce ne sont que des résultats provisoires. L'article 73 de la loi électorale prévoit des «recours en contestation» qui pleuvent, semble-t-il, et continueraient de pleuvoir, à la Cour Constitutionnelle, pour les Nationales, devant les Cours d'appel faisant office de Cours administratives d'Appel, pour les provinciales. Sauf que @kkmtry n'a, en l'espèce, le moindre souci à avoir.

D. DADEI

LA PRÉCISION DU FAIT
LA RECHERCHE DU DÉTAIL
LA PUISSANCE DU VERBE
LA FORCE D'UN MÉDIA.

THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER
international

SINCE 1989

Les Députés proclamés par la CÉNI dans l'attente des recours en contestation

DIRECT KINSHASA Province: KWILU Circonscription: MASIMANIMBA  

SONT ELUS DEPUTES NATIONAUX

NOMS	REGROUPEMENT/ PARTI POLITIQUE	VOIX
MAZENGA MUKANZU DIDIER	AAC/PALU	13 833
KAMISENDU KUTUKA JEAN	AAAD	13 324
KIN-KIEY MULUMBA TRYPHON	AAAP	10 600
SINDANI KANDAMBU DONALD	4AC	8 808
LUWANSANGU MUHETA PAUL DELACROIX	UDPS/ TSHISEKEDI	7 657

AU COEUR DES LEGISLATIVES NATIONALES ET PROVINCIALES MASIMANIMBA ET YAKOMA 2023 

DIRECT Province: KWILU Circonscription: MASIMANIMBA  

SONT ELUS DEPUTES PROVINCIAUX

NOMS	REGROUPEMENT/ PARTI POLITIQUE	VOIX
MALUTAMA BLANCHARD BLANCHARD	AAC/PALU	8 882
SINDANI KANDAMBU DONALD	4AC	7 028
KIHOSA MANENGA KIBOBA URBAIN	AACPG	5 907
KIN-KIEY MULUMBA TRYPHON	AAAP	5 889
LUPEMBA MBOMA FELICIEN	AADD	3 890
KIKATA NGIMA KUBA	APA/MLC	3 775
MUZIAZIA AKWETI MALA ERIC	AACRD	3 097
MABAYA GIZI AMINE JEAN PHILIBERT	AA/C	2 983

AU COEUR DES LEGISLATIVES NATIONALES ET PROVINCIALES MASIMANIMBA ET YAKOMA 2023 

Ces candidats les plus significatifs de Masimanimba aux Nationales

Lire, par ordre d'importance en termes de voix réalisées, de haut en bas, de gauche à droite.



MAZENGA MUKANZU DIDIER
PARTI POLITIQUE: AAC/PALU
Voix : 13833
Décision: élu



KIKATA NGIMA KUBA
PARTI POLITIQUE: APA/MLC
Voix : 4470



LUBU MBOMA RUPHIN
PARTI POLITIQUE: AAAP
Voix : 2065



MBEMBA MUKUBIAWU JEANNE
PARTI POLITIQUE: AA/C
Voix : 1524



KAMISENDU KUTUKA JEAN
PARTI POLITIQUE: AAAD
Voix : 13324
Décision: élu



KIKWA KASALA REAGAN
PARTI POLITIQUE: AAC/PALU
Voix : 3994



MBWESE MASIYA JEAN MARIE
PARTI POLITIQUE: A2R
Voix : 2054



MAKAMBU MBWATA DESIRE
PARTI POLITIQUE: AAAR/CRD
Voix : 1430



KIN-KIEY MULUMBA TRYPHON
PARTI POLITIQUE: AAAP
Voix : 10600



MABAYA KULENDUKA CHRISTOPHE
PARTI POLITIQUE: 2A/TDC
Voix : 3285



KIAKESIDI MATONDO DEOGRACIAS
PARTI POLITIQUE: AFDC-A
Voix : 1829



LUNGA MUYOTI JOLIE
PARTI POLITIQUE: AMSC
Voix : 1344



KIPULU KABENGA ANTOINETTE
PARTI POLITIQUE: AACRD
Voix : 9065



MULENGI NZALALEMBA JEAN ROMBAUT
PARTI POLITIQUE: AMSC
Voix : 3285



MUSUENI MAKASIANGU JEAN NOEL
PARTI POLITIQUE: AVC-A
Voix : 1829



MANZITA DON DE DIEU GUELOR
PARTI POLITIQUE: AB
Voix : 1344



SINDANI KANDAMBU DONALD
PARTI POLITIQUE: 4AC
Voix : 8808
Décision: élu



SUMBU MATIANGA DANNIS
PARTI POLITIQUE: A/A-UNC
Voix : 3002



KIHOSA MANENGA KIBOBA URBAIN MERRO
PARTI POLITIQUE: AACPG
Voix : 1764



MULOBO MWARI CHRISTINE
PARTI POLITIQUE: ACRN
Voix : 1251



LUWANSANGU MUHETA PAUL DELACROIX
PARTI POLITIQUE: UDPS/TSHISEKEDI
Voix : 7657



MUSIENI MUTALA ALAIN ATHANASE
PARTI POLITIQUE: AAC/PALU
Voix : 2400



KITONGO KIMFUBA DODO ZACHARIE
PARTI POLITIQUE: AAC/PALU
Voix : 1738



IBONGO GILUNGULA JOSEPH
PARTI POLITIQUE: A/A-UNC
Voix : 1181



MABAYA GIZI AMINE JEAN PHILIBERT
PARTI POLITIQUE: AA/C
Voix : 6030



MAWAKA FRANKIE
PARTI POLITIQUE: ANB
Voix : 2390



MULOP YELU KIETO CHANTAL
PARTI POLITIQUE: UDPS/TSHISEKEDI
Voix : 1653



MAVULA MULUBA JEUDI
PARTI POLITIQUE: A24
Voix : 1109



MANWANINA KIUMBA NANA
PARTI POLITIQUE: UDPS/TSHISEKEDI
Voix : 5780



MAKWA DEDE PROSPER
PARTI POLITIQUE: ACRN
Voix : 2320



MUNGALA ASSINDIE JONAS
PARTI POLITIQUE: AAEC
Voix : 1575



MUPEPE KANGU FELIX
PARTI POLITIQUE: REPOP
Voix : 1094



LUPEMBA MBOMA FELICIEN
PARTI POLITIQUE: AADD
Voix : 1028



KUTELAMA BATWA IGNACE
PARTI POLITIQUE: MLC
Voix : 1028



MUTUTI WEB'S DIODIKI HANS
PARTI POLITIQUE: AN
Voix : 1028

Ces candidats les plus significatifs de Masimanimba aux Provinciales

Lire, par ordre d'importance en termes de voix réalisées, de haut en bas, de gauche à droite.

 <p>MALUTAMA BLANCHARD BLANCHARD PARTI POLITIQUE: AAC/PALU</p> <p>Voix : 8882 Décision: élu</p>	 <p>KIKATA NGIMA KUBA PARTI POLITIQUE: APA/MLC</p> <p>Voix : 3775 Décision: élu</p>	 <p>BUTELA MAKIADI RONSARD PARTI POLITIQUE: APCF</p> <p>Voix : 2151</p>	 <p>ZIKUDIBI MVUAMA RICHARD PARTI POLITIQUE: AAC/PALU</p> <p>Voix : 1252</p>
 <p>SINDANI KANDAMBU DONALD PARTI POLITIQUE: 4AC</p> <p>Voix : 7028 Décision: élu</p>	 <p>MUZIAZIA AKWETI MALA ERIC PARTI POLITIQUE: AACRD</p> <p>Voix : 3097 Décision: élu</p>	 <p>KIPULU KABENGA ANTOINETTE PARTI POLITIQUE: AACRD</p> <p>Voix : 2132</p>	 <p>MULOP MBAU MAMBO JUNIOR PARTI POLITIQUE: UDPS/TSHISEKEDI</p> <p>Voix : 1245</p>
 <p>KIHOSA MANENGA KIBOBA URBAIN PARTI POLITIQUE: AACPG</p> <p>Voix : 5907 Décision: élu</p>	 <p>MABAYA GIZI AMINE JEAN PHILIBERT PARTI POLITIQUE: AA/C</p> <p>Voix : 2983 Décision: élu</p>	 <p>MANWANINA LUZOLO HILDE PARTI POLITIQUE: 1A/A</p> <p>Voix : 2096</p>	 <p>MADIKELA BOY SARAH PARTI POLITIQUE: AACRD</p> <p>Voix : 1231</p>
 <p>KIN-KIEY MULUMBA TRYPHON PARTI POLITIQUE: AAAP</p> <p>Voix : 5889 Décision: élu</p>	 <p>BWINI LUPINI STEVE PARTI POLITIQUE: 4AC</p> <p>Voix : 2899</p>	 <p>TABA MASEY ODETTE PARTI POLITIQUE: AN</p> <p>Voix : 2062</p>	 <p>ZIKUDIBI MVUAMA RICHARD PARTI POLITIQUE: AAC/PALU</p> <p>Voix : 1252</p>
 <p>MAZENGA MUKANZU DIDIER PARTI POLITIQUE: AAC/PALU</p> <p>Voix : 5581</p>	 <p>MABAYA KULENDUKA CHRISTOPHE PARTI POLITIQUE: 2A/TDC</p> <p>Voix : 2799</p>	 <p>LUBU MBOMA RUPHIN PARTI POLITIQUE: AAAP</p> <p>Voix : 2014</p>	 <p>MULOP MBAU MAMBO JUNIOR PARTI POLITIQUE: UDPS/TSHISEKEDI</p> <p>Voix : 1245</p>
 <p>BWAYENZI KILWAMI NICAISE PARTI POLITIQUE: AAD</p> <p>Voix : 4757</p>	 <p>MULENGI NZALALEMBA JEAN ROMBAUT PARTI POLITIQUE: AMSC</p> <p>Voix : 2483</p>	 <p>MAWAKA FRANKIE PARTI POLITIQUE: ANB</p> <p>Voix : 1755</p>	 <p>MADIKELA BOY SARAH PARTI POLITIQUE: AACRD</p> <p>Voix : 1231</p>
 <p>KIWAY MUADI FELICIEN PARTI POLITIQUE: AAC/PALU</p> <p>Voix : 4337</p>	 <p>SOKI KALAKI JEAN PARTI POLITIQUE: ACRN</p> <p>Voix : 2482</p>	 <p>WINGI NZALAPANGI ROBERT PARTI POLITIQUE: AACRD</p> <p>Voix : 1653</p>	 <p>MAFUNGU PRINCE FRANCOIS PARTI POLITIQUE: AADD</p> <p>Voix : 1207</p>
 <p>KIMUKEDI SUKAMI DARIO PARTI POLITIQUE: AAD-A</p> <p>Voix : 4005</p>	 <p>MUBIEDI MIFOTO GEORGES PARTI POLITIQUE: A/A-UNC</p> <p>Voix : 2420</p>	 <p>KIAKESIDI MATONDO DEOGRACIAS PARTI POLITIQUE: AFDC-A</p> <p>Voix : 1629</p>	 <p>MBANGALA KAMWANZA FRANCK PARTI POLITIQUE: AAC/PALU</p> <p>Voix : 1164</p>
 <p>LUPEMBA MBOMA FELICIEN PARTI POLITIQUE: AADD</p> <p>Voix : 3890 Décision: élu</p>	 <p>KIBIKULA MALYK JEAN BAUDOIN PARTI POLITIQUE: APA/MLC</p> <p>Voix : 2180</p>	 <p>MAKWA DEDE PROSPER PARTI POLITIQUE: ACRN</p> <p>Voix : 1434</p>	 <p>MAYAMA VITA BEAUGARY PARTI POLITIQUE: A7</p> <p>Voix : 1126</p>

Ces candidats aux Provinciales qui sont un espoir à Masimanimba

L'ordre d'importance en termes de voix réalisées, de haut en bas, de gauche à droite.

 <p>MESA KIANZA FRANCK PARTI POLITIQUE: AA/C Voix : 1077</p>	 <p>BANGALALA KONGOLO RAOUL PARTI POLITIQUE: 4AC Voix : 925</p>	 <p>MAFUTAMINGI JEAN JEAN PARTI POLITIQUE: AMSC Voix : 803</p>	 <p>MAWUNGU DILAMWANA NAZAIRE PARTI POLITIQUE: AVC-A Voix : 751</p>
 <p>KASONGO MOKE WILLY PARTI POLITIQUE: AA/C Voix : 1061</p>	 <p>MUKOBO KAMBULU JULES PARTI POLITIQUE: NOU.EL Voix : 902</p>	 <p>VUDISA MBONGOMPASI SATURNIN PARTI POLITIQUE: ACP-A Voix : 791</p>	 <p>NDALA AMIGO FONTAINE PARTI POLITIQUE: UDPS/TSHISEKEDI Voix : 740</p>
 <p>KUTALA MBULU INNOCENT PARTI POLITIQUE: A2R Voix : 1048</p>	 <p>LUBOTO NGWANGU FLORIBERT PARTI POLITIQUE: A24 Voix : 893</p>	 <p>IYONI KAYALA RICHARD PARTI POLITIQUE: REPOP Voix : 775</p>	 <p>MAFUNZI MASUNGI GABRIEL PARTI POLITIQUE: AACRD Voix : 737</p>
 <p>MASINI TSHIONA MARDOCHÉE PARTI POLITIQUE: 2A/TDC Voix : 1045</p>	 <p>PATA MAKESI BENJAMIN PARTI POLITIQUE: AADC-A Voix : 859</p>	 <p>MAFUTAMINGI JEAN JEAN PARTI POLITIQUE: AMSC Voix : 803</p>	 <p>MUNDUNDU GALULAMA PAULIN PARTI POLITIQUE: AADC-A Voix : 684</p>
 <p>MBU KAMALWAY JEAN JACQUES PARTI POLITIQUE: ENSEMBLE Voix : 1030</p>	 <p>KANGU TSOMBO NARCISSE PARTI POLITIQUE: CRP Voix : 849</p>	 <p>VUDISA MBONGOMPASI SATURNIN PARTI POLITIQUE: ACP-A Voix : 791</p>	 <p>KASONGO MBENGLA JEAN PARTI POLITIQUE: AA/C Voix : 681</p>
 <p>MWANAKASALA YEGONDJI GAETHAN PARTI POLITIQUE: ENSEMBLE Voix : 1013</p>	 <p>KULUMBA BWIT- MIYAMBA MICHELINE PARTI POLITIQUE: AMSC Voix : 843</p>	 <p>IYONI KAYALA RICHARD PARTI POLITIQUE: REPOP Voix : 775</p>	 <p>MUNDABI FAL BOB BOB PARTI POLITIQUE: A3A Voix : 681</p>
 <p>MUTUTI WEB'S DIODIKI HANS PARTI POLITIQUE: AN Voix : 951</p>	 <p>MAFINGA NZOKUBILA DOFILS PARTI POLITIQUE: A7 Voix : 840</p>	 <p>TAKA MATUMONA SAMUEL PARTI POLITIQUE: APA/MLC Voix : 766</p>	 <p>KISWAMU UGONDA LEMBA SIMON PARTI POLITIQUE: AADD Voix : 658</p>
 <p>MANZANZA MANWANA MITERAND PARTI POLITIQUE: UDPS/KIBASSA-A Voix : 940</p>	 <p>MABESI MAYAMBA BERTINI PARTI POLITIQUE: RPP-CT Voix : 825</p>	 <p>KAYANDA KISINA MADO PARTI POLITIQUE: AA/C Voix : 752</p>	 <p>MABA MPASI BALE PARTI POLITIQUE: AADD Voix : 648</p>
 <p>KIENDA KIKANDA METHODE PARTI POLITIQUE: AA/C Voix : 939</p>	 <p>MUSEMA ETIENNE ETIENNE PARTI POLITIQUE: AAAD Voix : 812</p>	 <p>EMOSA WOYOYO EMMANUEL PARTI POLITIQUE: A/A-UNC Voix : 751</p>	 <p>MATWALA MATONDO LUCIEN PARTI POLITIQUE: 2A/TDC Voix : 625</p>

Ces candidats aux Provinciales qui sont un espoir à Masimanimba

L'ordre d'importance en termes de voix réalisées, de haut en bas, de gauche à droite.

 <p>MUNDELENGOLO N'SELE GIGIL MARIE-JOSEE PARTI POLITIQUE: MDEC Voix : 616</p>	 <p>MAWAKA MUKWELA SYLVAIN PARTI POLITIQUE: 4AC Voix : 526</p>	 <p>KAKESA MONDO HUGUES PARTI POLITIQUE: NOP-H2023/RDC Voix : 455</p>	 <p>NDJINDJI KENDA DONATIEN PARTI POLITIQUE: APA/MLC Voix : 420</p>
 <p>MUNGENGA NGAMUNGE MASTAVE PARTI POLITIQUE: AEDC-A Voix : 609</p>	 <p>KIBABU MUNDELE HUGUES PARTI POLITIQUE: AADC-A Voix : 524</p>	 <p>MUSUNZA PASIPAMBA XAVIER PARTI POLITIQUE: AMSC Voix : 453</p>	 <p>MWANANDOMBE KAFILA JULES PARTI POLITIQUE: AFDC-A Voix : 411</p>
 <p>MATATA ZIKOSI PAPY PARTI POLITIQUE: UDPS/TSHISEKEDI Voix : 603</p>	 <p>KIADI MULOPO WILLY PARTI POLITIQUE: AMSC Voix : 502</p>	 <p>KAPINDU TULENGI ETIENNE PARTI POLITIQUE: MLC Voix : 450</p>	 <p>MASAMUNA KIPULU ALAIN PARTI POLITIQUE: AADC-A Voix : 410</p>
 <p>MWANANZIAM SAMENE MICHEL PARTI POLITIQUE: APA/MLC Voix : 581</p>	 <p>KATIKA MANDALA ACHILLE PARTI POLITIQUE: ACP-A Voix : 500</p>	 <p>MAKENGO MUNGANKIENE GLORY PARTI POLITIQUE: AFDC-A Voix : 450</p>	 <p>MWELA MUBITI BAUDOUIN PARTI POLITIQUE: AN Voix : 398</p>
 <p>NGAMALUKU NGUBA TIMOTHEE PARTI POLITIQUE: UDPS/TSHISEKEDI Voix : 576</p>	 <p>MANIEKA NGUMBU ROGER PARTI POLITIQUE: UDPS/TSHISEKEDI Voix : 482</p>	 <p>MASUDI-NUMBI MAMPUYA AMANDA PARTI POLITIQUE: AAP Voix : 443</p>	 <p>DUDADI NAWENAGO JEAN PARTI POLITIQUE: AFDC-A Voix : 391</p>
 <p>KILAY LUKAKU CYRILLE PARTI POLITIQUE: AACRD Voix : 566</p>	 <p>HUSU ALAIN PARTI POLITIQUE: AEDC-A Voix : 475</p>	 <p>TAMBU KAMAKUKU AMBROISE PARTI POLITIQUE: AAAD Voix : 439</p>	 <p>NTSHA NGANZIALA JACQUES PARTI POLITIQUE: 4AC Voix : 390</p>
 <p>KITENGE MAKWALA SERGE PARTI POLITIQUE: 4AC Voix : 560</p>	 <p>MADIKANI SADILA ESAIE PARTI POLITIQUE: AABG Voix : 475</p>	 <p>ABUDI MUKEMBA VICTOR PARTI POLITIQUE: ACP-A Voix : 437</p>	 <p>BIBETI NAYABA JEAN-CLAUDE PARTI POLITIQUE: AN Voix : 383</p>
 <p>MASIETA MAZEBA LOUISE PARTI POLITIQUE: A/A-UNC Voix : 531</p>	 <p>MUTUMBULA PIKA DOUGLAS PARTI POLITIQUE: ATUA Voix : 465</p>	 <p>KWAKA MANZINGA MIMIE PARTI POLITIQUE: A/VK2018 Voix : 436</p>	 <p>KAYATA KASIALA ABAN DIDIER PARTI POLITIQUE: AEDC-A Voix : 383</p>
 <p>MALALA NAMUYABA PATRICE PARTI POLITIQUE: MLC Voix : 530</p>	 <p>MUTUNGU KAKONDA JACQUES PARTI POLITIQUE: UDPS/TSHISEKEDI Voix : 457</p>	 <p>KUTELAMA DENIS DENIS PARTI POLITIQUE: 1A/A Voix : 420</p>	 <p>KANEFU LOVETTE LOVETTE PARTI POLITIQUE: A25 Voix : 379</p>

Ces aux Provinciales qui ont fait moins de 500 voix à Masimanimba

L'ordre d'importance en termes de voix réalisées, de haut en bas, de gauche à droite.



MUPEPE MUZAMA JEAN PAUL
PARTI POLITIQUE: 4AC
Voix : 352



MAMVAKA KIBUKU AMBRASINE
PARTI POLITIQUE: UCCT
Voix : 308



TATASILA KUZENZAMA PAUL
PARTI POLITIQUE: A/A-UNC
Voix : 252



KAPANGALA KUDIAKUBANZA MARCLIN
PARTI POLITIQUE: NOU.EL
Voix : 231



MISITU KIKOBO JULES
PARTI POLITIQUE: 2A/TDC
Voix : 349



MBUTUYIBI KIKALULU JACQUES
PARTI POLITIQUE: UDPS/KIBASSA-A
Voix : 285



NKROY KASIAMA JEAN
PARTI POLITIQUE: UDPS/KIBASSA-A
Voix : 248



PELO KAKONDA WILLY
PARTI POLITIQUE: A25
Voix : 230



KASANDJI KAYONGO ANGEL
PARTI POLITIQUE: AESPA
Voix : 348



MAMPATA MINVANVA MARTINE
PARTI POLITIQUE: AMSC
Voix : 278



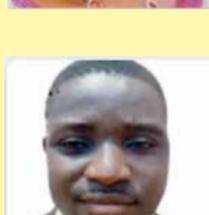
MUNANGA MUHULULU JONAS
PARTI POLITIQUE: AAAD
Voix : 246



MUYUMBU NAKADALA ENHOC
PARTI POLITIQUE: A/VK2018
Voix : 228



KAWONDA LWAMBO MAXIME
PARTI POLITIQUE: AMSC
Voix : 346



PANGU DIEU MERCI DIEU-MERCI
PARTI POLITIQUE: AAC/PALU
Voix : 274



NZEY KALOSA EGIDE
PARTI POLITIQUE: AAC/PALU
Voix : 244



MUNGWELA MANGOLO LEPER
PARTI POLITIQUE: AACPG
Voix : 225



NZOKUBILA KINGOLO JEAN-LEBON
PARTI POLITIQUE: ANB
Voix : 320



KUMBONDO BUOTA DOHN
PARTI POLITIQUE: ATUA
Voix : 272



TSHAWA NGALAKO GEORGES EPIPHANE
PARTI POLITIQUE: ART&A
Voix : 240



KIANZA MANZILA EMMANUE
PARTI POLITIQUE: APA/MLC
Voix : 214



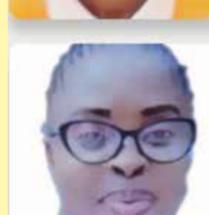
KUTALA MAYONGO ALMEGE
PARTI POLITIQUE: A7
Voix : 318



AKAWA LUZOLO JEAN
PARTI POLITIQUE: 4AC
Voix : 267



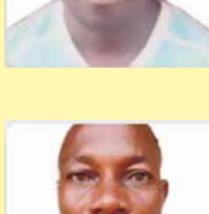
MUZINGU KIYANGA JEAN BEDEL
PARTI POLITIQUE: AAAR/CRD
Voix : 239



KIBULA KIBULA GRACE
PARTI POLITIQUE: A25
Voix : 213



MABAYA MAWISA GERARD
PARTI POLITIQUE: CRP
Voix : 315



MALUBA MAKU AUGUSTIN
PARTI POLITIQUE: AB
Voix : 260



BELESKI KUKIOTA DODO
PARTI POLITIQUE: AACPG
Voix : 238



BUKAYAFWA ODISILA LINDA
PARTI POLITIQUE: A/B50
Voix : 211



KUFUKAMA KUBAKANA PROSPER
PARTI POLITIQUE: AN
Voix : 311



LUSINGA MATAYI MATTHIEU
PARTI POLITIQUE: UCCT
Voix : 259



KANDA DIAMALA ESAIE- ZETH
PARTI POLITIQUE: AACPG
Voix : 236



KIHOSA ADADA BUNA JEAN PROMESSE
PARTI POLITIQUE: AAAD
Voix : 211



HOMA TSONA GINA
PARTI POLITIQUE: AN
Voix : 309



LUMBELO MAVUMA THOMAS
PARTI POLITIQUE: A3A
Voix : 254



KINDUKU MBUTA LE FILS
PARTI POLITIQUE: ARDEV-A
Voix : 234



MIFULA KALONZI VENANT
PARTI POLITIQUE: AAC/PALU
Voix : 202

REGIE DES VOIES AERIENNES

Kinshasa, le **27 DEC 2024**

MESSAGE DE VOEUX DE LA REGIE DES VOIES AERIENNES/RVA-SA

A L'occasion des festivités de fin d'année, le Conseil d'Administration, la Direction Générale ainsi que le personnel de la Régie des Voies Aériennes S.A. présentent leurs vœux les meilleurs de Bonheur, santé et prospérité pour l'année 2025 :

- ✓ A Son Excellence Monsieur Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO, Chef de l'Etat ;
- ✓ Aux Honorables, Présidents de l'Assemblée Nationale et du Sénat ;
- ✓ Aux Honorables Députés et Sénateurs ;
- ✓ A Son Excellence Madame la Première Ministre, Cheffe du Gouvernement ;
- ✓ A tous les Membres du Gouvernement ;
- ✓ Aux Membres des Cours et Tribunaux ;
- ✓ Ainsi qu'au Peuple Congolais.

La Régie des Voies Aériennes S.A. saisit cette opportunité pour confirmer sa mission de garantir la sécurité de la navigation aérienne sur l'ensemble du territoire national et exprime son soutien indéfectible aux institutions et directives de Son Excellence Monsieur le Président de la République.

Que Dieu bénisse la République Démocratique du Congo.

Fait à Kinshasa, le **27 DEC 2024**

Le Directeur Général,

NGOMA MBAKI Léonard

Le Président du Conseil
d'Administration,

Prof. Tryphon Kin-Kiey Mulumba

Siège Social : Avenue Aérodrome n° 548, Quartier N'doto, Commune de Banamba, Kinshasa - RD Cong
B.P. 6574 Bin 31 N°RCC.N : 02/767N/14-B-3335 - Id. Nat. CI-420-N5991390 - N° d'Impôt CC 7003242
E-mail : regiedesvoiesaeriennes@yahoofr ; wa.dg@rva.cd

international

METTRE LES GAZ EN PÉRIODE D'INCERTITUDE



CECI S'APPELLE CERTAINEMENT UNE SALLE NOIRE DE MONDE QU'AUJOURD'HUI AUCUN AUPARAVANT N'AVAIT JAMAIS REMPLIE MAIS OÙ, EN PLEINE PÉRIODE D'INCERTITUDE, LE PARTI POUR L'ACTION-LE PARTI DU CRABE REFUSE DU MONDE. DR.



SUR LES BORDS DE NOTRE LUIE, SUR NOS TERRES BÉNIES DU BANDUNDU, DANS LE MASIMANIMBA, DES VILLAGES ENTIERS SE VIDENT ET ENTRENT EN TRANSE À L'APPARITION DE YA KHALA (LE GRAND CRABE). UNE HISTOIRE VIENT DE COMMENCER. DR.

Bentley Continental GT Speed est dévoilée

Après l'essai de la version camouflée, Bentley a dévoilé les premières photos officielles de cette quatrième génération de Continental GT.

Quand le groupe Volkswagen rachète la marque Bentley en 1998 pour 479 millions de £ (environ 562 millions d'euros) la petite marque anglaise ne vend alors que 414 modèles par an.

Les Allemands rajouteront encore 500 millions de £ (587 millions d'euros) pour le développement de la toute première Bentley entièrement nouvelle depuis... 1930 !

Ce sera la Continental GT qui va puiser ses sources d'inspiration lointaines dans l'aïeule de 1952, la R Type Continental. Et notamment dans ce long capot qui pousse l'habitacle vers l'arrière et confère à la voiture une stature posée sur son train postérieur, tel un félin prêt à bondir.

Le succès sera immédiat. Entre la première présentation en tant que concept au salon de Paris 2002 et le dévoilement de la version définitive au salon de Genève 2003, Bentley enregistrera plus de 3.200 dépôts d'acompte.

La première année de production se soldera par la vente de 7.000 exemplaires avant de culminer à un rythme de croisière de 10.000 unités/an.

GÉNÉRATION 2024.

Si les proportions générales et le profil sont globalement conformes à ce que l'on connaissait depuis les débuts du modèle, cette nouvelle version se singularise par l'abandon des feux circulaires avant qui ont toujours ou presque fait partie de l'ADN visuel de Bentley.

La génération 2024 les abandonne au profit d'éléments uniques, barrés par



Cette Bentley, quatrième génération de Continental GT, pourrait-elle être utile un jour sur les routes congolaises, mieux, kinoises ? Rien, en principe, ne saurait être exclu. DR.



une flèche horizontale qui s'étire sur les ailes et qui abritent les diodes des clignoteurs. Et à l'arrière, on note l'abandon du déflecteur mobile au profit d'un dessin

de malle finement ciselé qui apporte un peu de légèreté à une génération moins «monobloc» que les précédentes, mais aux hanches toujours plus marquées par

des contours d'ailes arrière plus proéminents que jamais. À l'intérieur, le traitement de l'habitacle est tout aussi familier avec cette large console centrale et

ce tableau de bord massif qui comporte, en sa partie centrale, cet élément pivotant permettant différents affichages. Comme il se doit, les matériaux nobles (cuir, chrome,

etc.) sont au service d'une finition exemplaire tandis que la panoplie d'ADAS (aides à la conduite) et de connectivité fait encore un bond en avant. La présenta-

tion officielle de cette quatrième génération de Continental GT aura lieu à la rentrée de septembre, pour une commercialisation dans la foulée.

HYBRIDE RECHARGEABLE.

La nouvelle Continental GT adopte une motorisation hybride rechargeable, intégrant un V8 biturbo inspiré par la Porsche Panamera e-Hybrid, d'une cylindrée de 4 litres. Ce V8 développe 600 ch et est assisté par un moteur électrique de 190 ch et 450 Nm, intégré dans la boîte robotisée double embrayage à 8 rapports. Au total, la nouvelle GT Speed dispose de 782 ch et 1000 Nm, surpassant la précédente GT du même nom de 123 ch et 100 Nm, ce qui en fait la voiture de route la plus puissante jamais produite par Bentley. Toutefois, ce gain de puissance s'accompagne d'un surpoids de 150 kg, portant la masse totale à environ 2,5 tonnes.

Pour contrer les effets de ce poids important sur la dynamique, Bentley a intégré de nombreuses technologies : transmission intégrale variable, roues arrière directrices, répartition vectorielle du couple, différentiel arrière autobloquant, suspension pneumatique, barres anti-roulis actives sous 48 V et amortisseurs pilotés à deux voies. La batterie haute tension, l'onduleur et le chargeur embarqué de 11 kW augmentent également le poids. Malgré cela, la nouvelle GT est plus rapide que la précédente, atteignant 100 km/h en 3,3 s contre 3,6 s, avec une Vmax de 335 km/h. Elle affiche aussi une moyenne WLTP de 36 g/km de CO₂, bien que ces valeurs théoriques doivent être prises avec précaution. La batterie de 25,9 kWh permet une autonomie électrique de 80 km. Alors, cette Bentley pourrait-elle être utile un jour sur les routes congolaises, mieux, kinoises ? Rien n'est à exclure.



Un Master en sexologie s'ouvre à l'Université Libre de Bruxelles

A la rentrée académique du 16 septembre en Belgique, nombre d'étudiant-es ont (re)pris le chemin des universités du pays alors que l'Université Libre de Bruxelles, ULB, lançait un tout nouveau Master de spécialisation en Sexologie et Clinique des Sexualités.

L'initiative résulte d'une collaboration sans précédent entre trois facultés, la Faculté de Psychologie, Sciences de l'Éducation et de Logopédie, la Faculté de Médecine (le 320 Rue Haute et le Département de Médecine générale) et la Faculté de Droit et Criminologie. Actuellement en Belgique, l'offre de formations en sexologie clinique est limitée, avec seulement deux universités proposant des programmes de Master, alors que le titre de sexologue est en voie d'être protégé.

En attendant, la Société des Sexologues Universitaires de Belgique, SSUB, recense sur son site une liste de près de 300 sexologues «agrés-es» (qui ne comprennent pas les personnes devenues sexologues au terme d'une formation non-universitaire).

«Un travail est en cours au fédéral pour mieux encadrer la profession de sexologie, qui n'est pas reconnue officiellement aujourd'hui, ce qui crée des problèmes en termes de formation et de remboursement des soins. La protection à venir du métier de sexologue entraîne de nouveaux enjeux de formation de la part de futur-es professionnel-les du soin, comme des patient-es, auquel ce Master entend répondre», souligne Sandrine Detandt, professeure de psychologie et de psychopathologie des sexualités, directrice du centre de recherche l'Observatoire du sida et des sexualités, et qui a participé à la création du programme de ce Master, un pro-



L'initiative de ce cours en Belgique résulte d'une collaboration sans précédent entre trois facultés. DR.

gramme qui se veut pluridisciplinaire. «Il ne s'agit pas d'aborder les sexualités uniquement à partir des aspects biomédicaux ou psychologiques. Nous voulons que différentes disciplines soient présentes sur ces questions, comme l'anthropologie ou la criminologie. Nous souhaitons vraiment que l'expertise sur la sexualité soit abordée avec une approche féministe, ancrée dans l'histoire, et une prise en compte des minorités. Nous avons une volonté d'ouverture, sans éluder les questions difficiles : les violences sexistes et sexuelles par exemple», explique à ce sujet Charlotte Pezeril, chercheuse au sein de l'Observatoire du sida et des sexualités, et professeure au sein du Master.

UNE APPROCHE CRITIQUE.

Sandrine Detandt complète : « Nous proposons une formation qui permettra à des sexologues de répondre à des questions classiques, comme «Pourquoi n'ai-je plus de désir sexuel ?» Nous allons aussi enseigner une approche critique de la sexologie, qui a parfois des pré-supposés médicalisants, dans le sens où elle va vouloir accompagner les dysfonctionnements d'une personne dans une perspective presque sanitaire,

comme si la sexualité se vivait par des individus complètement autonomes et en pleine capacité d'eux-mêmes, dans le seul but d'atteindre une satisfaction. La réalité est évidemment bien plus complexe. Je pense que la sexualité devrait être abordée à partir de ses impasses. La sexualité, c'est d'abord quelque chose qui manque sa cible, plutôt que de pouvoir être considérée comme quelque chose qui peut être, ou peut devenir, efficace».

Cela fait environ 15 ans que l'idée de lancer cette formation a émergé. Si elle a mis du temps à se concrétiser, c'est notamment parce que «l'ULB a pris le temps de se constituer une expertise académique et clinique au sujet des sexualités, qui permet d'assurer la qualité de notre enseignement et qui permettra aux étudiant-es d'exercer cette profession dans des hôpitaux ou en cabinet privé. L'ULB est aussi liée à des centres et des réseaux de recherche, dont l'Observatoire du Sida et des Sexualités, ce qui démontre son engagement dans ces domaines», précise Sandrine Detandt.

«Je trouve qu'il est également intéressant de se demander qui a voix au chapitre sur ces questions. Il y a d'ailleurs une importante réappropriation des savoirs

sur la sexualité par les personnes minorisées. Plusieurs professeur-es du Master mettront en avant des auteurs et des autrices que l'on a trop souvent relégués à la marge».

AU CŒUR DES LUTTES.

Charlotte Pezeril abonde : « Pendant longtemps, la psychanalyse n'a abordé les sexualités que comme un lieu de dysfonctionnement et de perversion. Cette vision a été remise en question dans les années 1970, et aussi par le mouvement féministe. Aujourd'hui, la définition de la

santé sexuelle par l'Organisation Mondiale de la Santé exprime clairement le besoin de développer une approche positive autour de la sexualité. Il faut appréhender d'autres manières de considérer la sexualité et d'autres manières de pratiquer la sexologie. Je pense réellement que l'Observatoire du Sida et des Sexualités a un rôle à jouer, parce que l'épidémie de sida dans les années 1980 a été majeure pour la redéfinition du rapport entre les patient-es et les médecins. Le fait qu'un-e patient-e devait tout accepter des mains de médecins surpuissants a été dé-

noncé. C'est à partir de là qu'on a commencé à penser les droits des patient-es, à parler de consentement et de droit à la vie privée. Les luttes contre le sida sont le fait de personnes minorisées dans la société, notamment les personnes homosexuelles et les travailleuses du sexe, qui ont aussi critiqué le fait d'être considéré-es comme des monstres ou des pervers-es. Ce sont les plus marginalisé-es qui peuvent remettre en question le système hétéronormatif dans lequel nous vivons».

Le programme du Master fait d'ailleurs

aussi la part belle aux actrices et acteurs de terrain, notamment les plannings familiaux ou les associations de la société civile, mais aussi des médecins qui seront notamment présent-es lors de travaux pratiques pour partager leur expérience de professionnel-les directement avec les étudiant-es.

« On développera certains sujets à partir de débats et de discussions. Je pense à la notion de consentement, qui semble être une évidence quand on est féministes : on aimerait pourtant partir à lisière de ce que recouvre cette notion, pour quitter les slogans et les citations qui n'ont pas beaucoup de sens à l'échelle clinique. À quoi est-ce qu'on consent, de quelle manière, pour quelle raison ? Il reste des zones d'ombre à investir. Le programme du Master ne se reconnaît ni dans la sexualité comme un champ de bataille et de pouvoir, duquel les femmes sortiraient toujours perdantes, ni dans la recherche de quelques bonnes pratiques qui permettraient d'avoir une sexualité toujours satisfaisante. Nous allons chercher l'interstice qui existe entre ces deux visions», précise Sandrine Detandt.

Entretenir la flamme

A l'arrivée d'un enfant, en particulier du premier, le couple est secoué. Comment conserver un lien amoureux de qualité dans ce contexte ? Comment faire cohabiter le couple parental et le couple conjugal ?

Quand on devient parent, le rapport au temps, à l'espace et à l'intimité change. « La relation entre les adultes va s'enrichir, se complexifier », explique Nadia Morand, sexologue clinicienne.

« Ce n'est pas nécessairement négatif, mais il faut s'adapter pour que le couple

parental ne prenne pas toute la place». En effet, il arrive trop souvent que les amoureux s'éloignent l'un de l'autre à l'arrivée d'un enfant. Pour quelles raisons ? «Tout d'abord, les besoins fondamentaux, dont le sommeil en premier lieu, ne sont plus assouvis», précise Nadia Morand. «Or si on ne dort pas assez, le reste devient corvée et contrainte».

Y COMPRIS LE SEXE.

Autre cause : un déséquilibre dans le partage des tâches et des rôles. Car « pour faire perdurer et vivre le couple conjugal, il faut du temps

et de l'espace pour chacun des partenaires », poursuit-elle. « Si un partage s'installe, où un des partenaires s'occupe exclusivement des enfants et porte la charge mentale, tandis que l'autre est tourné vers l'extérieur, cela ne peut pas fonctionner en amour».

Chacun doit trouver l'espace et le temps de profiter de l'intérieur du foyer, de l'enfant et aussi de la vie extérieure avec plaisir. C'est ainsi que les deux personnes auront la possibilité de sentir du désir pour l'autre. Mais bien entendu, même avec tous ces éléments, les deux

amoureux doivent avoir envie de faire l'effort d'entretenir la flamme du désir.

« A ce propos, il est intéressant de se donner des rendez-vous pour passer du temps ensemble régulièrement », conseille Nadia Morand. En tant que parent, on a moins de disponibilité et se créer des moments spécifiques pour le couple est une méthode éprouvée. « Il ne s'agit pas de prévoir du sexe mais de se donner rendez-vous pour un cinéma, marcher ou n'importe quoi d'autre afin que le champ des possibilités laisse place au désir », conclut-elle.

La place que Musk va occuper en 2025 aux États-Unis en débat

Elon Musk, proche du président élu Donald Trump, a signé samedi 28 décembre une tribune favorable à l'AfD dans le journal allemand Die Welt. Une initiative critiquée, au point de provoquer la démission d'un journaliste du titre de presse.

Cette tribune dans laquelle le milliardaire américain, cité comme l'homme le plus riche du monde, réaffirme et justifie son soutien au parti d'extrême droite allemand AfD, l'Alternative pour l'Allemagne, a entraîné la démission d'une rédactrice en chef du journal conservateur. « Aujourd'hui, un texte d'Elon Musk est paru dans le Welt am Sonntag. Hier, j'ai présenté ma démission après impression », a indiqué samedi 28 décembre Eva Marie Kogel, responsable des contenus éditoriaux, sur X, le réseau social détenu par Elon Musk.

Dans cette tribune, Elon Musk réaffirme que « l'Alternative pour l'Allemagne est la dernière lueur d'espoir pour ce pays », qui se trouve selon lui « au bord de l'effondrement économique et culturel ». Le milliardaire américain, récemment nommé à la tête du futur département de l'Efficacité gouvernementale par le président élu Donald Trump, qui prend ses fonctions le 20 janvier 2025, loue la « politique d'immigration contrôlée » du parti, ses objectifs économiques de « réduire les impôts » ou encore de « déréglementer le marché ».

La classification de l'AfD à l'extrême droite « est clairement fautive », affirme encore Elon Musk, s'appuyant sur le fait que sa cheffe de file Alice Weidel « a une partenaire de même sexe originaire du Sri Lanka ».

Dans la tribune, l'homme le plus riche du monde est toutefois contredit par le nouveau rédac-



Les milliardaires américains (ici Elon Musk) vont-ils dicter sa politique à Donald Trump? DR.

teur en chef de Die Welt, Jan Philipp Burgard, pour qui « même un génie peut se tromper ». L'AfD « est un danger pour nos valeurs et notre économie », affirme le journaliste, rappelant qu'un autre dirigeant du parti, Björn Höcke, « a été condamné à plusieurs reprises pour avoir utilisé un slogan nazi interdit ». Cette tribune croisée suit un tweet polémique publié le 20 décembre par Elon Musk, dans lequel il avait écrit que « seule l'AfD » pouvait « sauver l'Allemagne ».

RÉACTIONS INDIGNÉES.

Cette déclaration avait créé un malaise dans le pays en pleine campagne pour les élections anticipées du 23 février prochain. L'AfD y est créditée en moyenne de 19% des intentions de vote dans les sondages. Outre la démission de Mme Kogel, la tribune pro-AfD d'Elon Musk a de nouveau suscité des réactions indignées. « Nous ne devons pas permettre aux Elon Musk de ce monde, à l'État chinois ou aux usines à trolls russes de saper nos démocraties en Europe », a fustigé Andreas Audretsch, directeur de campagne des Verts. L'Association des journalistes allemands (DJV) a, quant à elle, protesté contre la « publicité électorale » permise

par la rédaction de Die Welt. « Les médias allemands ne doivent pas se permettre de se laisser manipuler comme porte-voix des autocrates et de leurs amis », fustige son dirigeant Mika Beuster.

Die Welt appartient au groupe de presse Axel Springer, le plus influent d'Allemagne, qui comprend aussi le tabloïd Bild, le plus lu du pays.

Né le 28 juin 1971 à Pretoria, en Afrique du Sud, Elon Musk est un entrepreneur, chef d'entreprise, homme politique et milliardaire sud-africain, canadien et américain.

Il est cofondateur et président-directeur général de la société astronautique SpaceX et directeur général de la société automobile Tesla. En janvier 2021, selon Bloomberg, Elon Musk devient, à 49 ans, l'homme le plus riche du monde avec une fortune estimée à 251,3 milliards de \$US. En octobre 2022, il devient le propriétaire de Twitter, par un achat à 44 milliards de \$US. Elon Musk commence sa carrière dans les affaires comme cofondateur de la société de logiciels Zip2 avec son frère, Kimbal Musk. Zip2 est une start-up dont l'objectif est, de 1995 à 1999, d'aider les médias, notamment les journaux, à se développer sur le Web. La start-up est

acquise par Compaq pour 307 millions de \$US en 1999. La même année, Musk cofonde la banque en ligne X.com, qui fusionne avec Confinity en 2000 pour former PayPal. eBay rachète PayPal en 2002 pour 1,5 milliard de \$US.

En 2002, Musk fonde SpaceX, un fabricant aérospatial et une société de services de transport spatial, et en est le P-dg. En 2004, il investit 6,5 millions de \$US dans le constructeur de véhicules électriques Tesla, en devient le premier actionnaire et intègre son conseil d'administration, avant de prendre le poste de P-dg en 2008. En 2006, il participe à la création de SolarCity, une société d'énergie solaire qui est ensuite acquise par Tesla et devient Tesla Energy. En 2015, il cofonde et devient coprésident d'OpenAI, une association de recherche promouvant l'intelligence artificielle amicale, qu'il quitte en 2018. En 2016, il fonde The Boring Company, société de construction de tunnels, et Neuralink, société de neurotechnologie. En 2018, il est l'objet d'une enquête de la Securities and Exchange Commission, SEC en raison d'annonces faites sur Twitter susceptibles d'influencer le cours de bourse de Tesla. En 2023, il fonde la société xAI dans le

domaine de l'intelligence artificielle. Ses actions et déclarations, dont certaines relèvent de la désinformation et du complotisme, ou encore du sexisme et du racisme, sont régulièrement médiatisées. Il devient un temps conseiller de Donald Trump en 2016, jusqu'à ce que le président annonce son intention de se retirer de l'accord de Paris sur le climat.

À QUOI S'ATTENDRE ?

Alors que ses positions s'orientent progressivement vers le conservatisme, et un soutien à plusieurs figures de l'extrême droite au cours des années suivantes, il devient l'un des plus importants soutiens de l'ancien président et s'implique dans sa campagne pour l'élection présidentielle de 2024, devant son deuxième plus gros contributeur financier. À la suite de la victoire du candidat républicain, Elon Musk est nommé à la tête d'un futur « ministère de l'efficacité gouvernementale », officiellement une instance temporaire appelée département de l'Efficacité gouvernementale, Department of Governmental Efficiency, DOGE. Sera-t-il au-dessus de celui dont il partage désormais les convictions et qu'il a appuyé dans la campagne, à savoir, Donald Trump ? « Le

président Musk », « le Second In Chief », « l'éminence grise de Trump », « le double de Trump », etc. C'est ainsi que certains, à Washington comme sur les plateaux téléés, surnomment désormais Elon Musk. Le patron de Tesla a été choisi par Donald Trump pour diriger le nouveau département de l'efficacité gouvernementale. Mais en réalité, il occupe également une fonction de conseiller auprès du président élu et Elon Musk est quasiment présent à toutes les réunions, tous les dîners. Mercredi 18 décembre, il a suffi que l'homme d'affaires publie une dizaine de tweets critiquant le projet de budget négocié par les Républicains et les démocrates pour que Donald Trump ordonne aux élus de son parti de rejeter le texte, parlant d'un « projet ridicule ». Finalement, ce « shutdown » de Noël n'aura pas lieu. Samedi 21 décembre, le Congrès s'est mis d'accord pour valider le projet de loi finançant l'État fédéral jusqu'à mi-mars. Des fissures dans la coalition ? Donald Trump n'est pas encore à la Maison Blanche que déjà certaines dissensions surgissent au sein de sa coalition, entre ses soutiens issus de la tech comme Elon Musk et certaines figures conservatrices aux positions ardemment anti-im-

migration. Au centre du débat : la question des visas H1-B. Ces visas permettent aux entreprises de faire venir aux États-Unis des travailleurs étrangers dotés de qualifications spécifiques. Elon Musk, natif d'Afrique du Sud et ancien détenteur de ce visa, soutient fermement l'importance de la main-d'œuvre étrangère qualifiée grâce à ce système. L'homme le plus riche du monde a ainsi affirmé sur sa plateforme X qu'« amener via l'immigration légale le top 0,1 % des talents en ingénierie est essentiel pour que l'Amérique continue de gagner » sur la scène internationale. Sans changement radical, « nous allons nous faire botter le cul par la Chine », a encore estimé l'ancien candidat aux primaires républicaines pour la présidentielle. Ces déclarations ont fait bondir certaines figures conservatrices, accusant les deux milliardaires de minimiser les accomplissements technologiques réalisés aux États-Unis. L'ultraconservateur Stephen Miller, prochain directeur adjoint de cabinet de Donald Trump à la Maison Blanche, a posté sur X un discours de 2020 du dirigeant républicain dans lequel il s'émerveille de la « culture » américaine qui a « maîtrisé l'électricité, fissionnée l'atome, donné au monde le téléphone et internet ». Une manière pour cet influent conseiller de rappeler que Donald Trump a été de nouveau élu avec un programme avant tout anti-immigration et que la main-d'œuvre étrangère qualifiée n'est selon lui pas nécessaire pour que les États-Unis accomplissent de grandes choses. Lors de sa première campagne pour la Maison Blanche en 2016, Donald Trump avait exprimé son opposition aux visas H1-B, et avait mis en place certaines restrictions sur ces visas à son arrivée au pouvoir, avant qu'elles ne soient levées par l'administration Biden.

Big

Event

Ç'a y est. Il est là. Dans moins de 20 jours, il s'installe à la Maison Blanche. Donald Trump prêtera

prêtera serment le lundi 20 janvier 2025, à midi, heure de Washington. Ce jour-là, le monde va-t-il basculer ?

Ce jour-là, dans les jours suivants, écrit le 26 février 2024 Bruno Colmant, économiste, Professeur à la Vlerick School, de l'ULB et l'UCL, il y aura une série de décrets présidentiels, méticuleusement préparés et conçus depuis quatre ans par d'éminents juristes républicains. «Donald Trump les signera avec fierté. Le monde se réveillera alors dans une réalité différente. Rapidement, les États-Unis cesseront leur soutien financier et militaire à l'Ukraine, laissant les Européens sans autre choix que de conclure une paix mal signée avec la Russie. Les va-t-en-guerre d'hier, confortablement assis dans leur fauteuil ou ridiculisés en gilets pare-balles, seront les Munichois de demain. Ils auront été grotesques deux fois. Un risque financier systémique deviendra plus clair, non pas à cause de la présidence de Donald Trump, mais en raison de la dette publique américaine que le président de la Réserve fédérale a qualifiée d'insoutenable, alors qu'elle représente déjà un tiers du PIB mondial pour un pays qui ne compte que pour 4 % de la population mondiale. Cela soulèvera des questions sur la solvabilité des États-Unis et sur le rôle du dollar en tant que monnaie de réserve. Donald



Le 20 janvier 2025 va être une date à retenir comme celle d'un basculement? DR.

Trump pourrait très bien orchestrer un défaut sur la dette extérieure des États-Unis et imposer une dévaluation du dollar, comme Richard Nixon l'a fait en 1971, plongeant le monde occidental dans des turbulences de dévaluations, d'inflations et de récessions. Ensuite, il y aura l'expulsion massive de travailleurs clandestins, 12 millions selon Donald Trump, avec des conséquences humanitaires indescriptibles».

«UN BASCULEMENT?»

«Des murs s'érigeront. Les défis climatiques et environnementaux seront immédiatement écartés, nous rapprochant des dernières échéances systémiques. La présidence de Donald Trump ne sera ni chaotique ni imprévisible. Elle sera méticuleuse et ivre d'un culte de la personnalité. Elle sera isolationniste et d'inspiration mussolinienne. Elle mènera à une catastrophe, car le système économique américain, fondé sur l'écrasement des faibles, est d'une brutalité

incompréhensible pour nous. Et les Américains, déjà au bord d'une crise nerveuse sociétale, projettent cette violence (qu'ils ont infligée aux Amérindiens et aux Afro-Américains) dans des guerres lointaines. Mais comme Donald Trump souhaite se désengager des conflits militaires, cette violence sociétale sera réinternalisée et ne pourra être contenue que par un renforcement policier et militaire, destiné peut-être à endiguer des sécessions de certains États, dont on doit se rappeler qu'ils ne sont qu'«unis». Et on réalisera, en Europe, notre impréparation coupable dans tous les domaines, et le manque de vision, d'intuition et de perspicacité de nos dirigeants. Et comme l'Europe risque de subir un choc écologique, militaire et récessionnaire important, voire très grave, un populisme dégagiste s'embranchera. Les révolutions sont rares, mais le 20 janvier 2025 pourrait être une date à retenir comme celle d'un basculement vers quelque chose de

nouveau. Bien sûr, ma vision est pessimiste et dystopique, et j'espère me tromper, mais l'Histoire a plus de ruses que les hommes. Reste que rien n'est vraiment sans retour. Donald Trump est venu au secours de TikTok en demandant à la Cour suprême de suspendre la loi menaçant d'interdire l'application d'origine chinoise qui devrait vendre ses activités américaines avant le 19 janvier 2025, faute de quoi il sera interdit aux États-Unis. Donald Trump, qui prendra ses fonctions le lendemain, veut résoudre la situation «par des moyens politiques», alors que la plus haute juridiction du pays se réunit le 10 janvier pour statuer sur la loi en question. Vendredi 27 décembre, il a demandé à la Cour suprême américaine de suspendre la loi qui menace d'interdiction le populaire réseau social si sa maison mère chinoise ne le vend pas. Dans une lettre écrite par les avocats de Donald Trump et adressée à la plus haute juridiction américaine, le futur président

américain dit s'opposer à cette mesure «à ce stade» et vouloir résoudre la situation «par des moyens politiques» une fois de retour à la Maison Blanche, le 20 janvier 2025, soit au lendemain de la potentielle entrée en vigueur de cette interdiction.

Le journal Le Soft International est une publication de droit étranger propriété de FINANCE PRESS GROUP en abrégé FINPRESS Groupe, FPG.

FINANCE PRESS GROUP
RCCM
KIN/RCCM/15-A-27926
Id. Nat.
01-93-N00932M

Le Soft International
Global site
lesoftonline.net
lesoft.be
Kin's
kin-s.net

LeSoftConcept
LeWebSoftConstruct
InterCongoPrinters
RadioTéléAction
Masimanimba.
Grand Bandundu
info@lesoft.be
SIP-AFRIMAGES
B-1410 Belgique.
Tél 00-32-488205666.
Fax 00-322-3548978.
eFax 00-1-707-313-3691

DIRECTEUR GÉNÉRAL.
Yerkis Muzama Muzinga.
Phone +243-818371479.

Directeur associé
Yves Soda.

RÉDACTION.
T. Matotu
D. Dadei
Alunga Mbuwa.

DIRECTION COMMERCIALE.
Phone +243-818371479.

Directeur de la publication.
Mankana Makasi.
AMP Agences et Messageries de la Presse belges. Accords spéciaux.
Belgique, Trends, Trends, Tendances.
Le Vif/L'Express, Knack.
© Copyright 2024 FINPRESS.
Imprimé à Kinshasa
InterCongoPrinters

Autorisation de diffusion en R-DC.
M-CM/LMO/0321/MIN/08 datée 13 janvier 2008.

